



Groupe Banque TD

Présentation aux investisseurs sur les titres à revenu fixe

T1 2016

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs



De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion du rapport annuel 2015 (le rapport de gestion de 2015) de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun de ses secteurs d'activité, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2016 », ainsi que dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2016 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, le contexte réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

Par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique et financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, isolément ou collectivement, de tels écarts incluent les risques notamment de crédit, de marché (y compris le risque de position sur titres de participation, le risque sur marchandises, le risque de change et le risque de taux d'intérêt), de liquidité, d'exploitation (y compris les risques liés à la technologie et à l'infrastructure), d'atteinte à la réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, environnementaux, d'adéquation des fonds propres et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; la capacité de la Banque à mettre en œuvre ses principales priorités, notamment réaliser des acquisitions, fidéliser la clientèle, élaborer des plans stratégiques et recruter, former et maintenir en poste des dirigeants clés; les interruptions ou attaques (y compris les cyberattaques) visant la technologie informatique, Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communications voix-données de la Banque; l'évolution de divers types de fraude et d'autres comportements criminels auxquels la Banque est exposée; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois et de nouveaux règlements et de la modification des lois et des règlements actuels ou de leur application, y compris sans s'y restreindre les lois fiscales, les lignes directrices en matière d'information sur les fonds propres à risque et les directives réglementaires en matière de liquidité; le contexte de contentieux globalement difficile, y compris aux États-Unis; la concurrence accrue, y compris dans le domaine des services bancaires par Internet et par appareil mobile et des concurrents offrant des services non traditionnels; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des taux de change et d'intérêt (y compris la possibilité de taux d'intérêt négatifs); l'augmentation des coûts de financement et de la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les estimations comptables critiquées et les changements apportés aux normes comptables et aux méthodes comptables utilisées par la Banque; les crises d'endettement potentielles et existantes à l'échelle internationale; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2015, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à toute transaction ou tout événement dont il est question à la rubrique « Événements importants » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com/francais. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion 2015 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun des secteurs d'exploitation, sous les rubriques « Perspectives et orientation pour 2016 », telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels aux actionnaires déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et le rendement financier prévu de la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

1. **Groupe Banque TD**
2. Perspectives économiques
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. Annexe

Aperçu de la TD



Nos secteurs d'activité

Services de détail au Canada

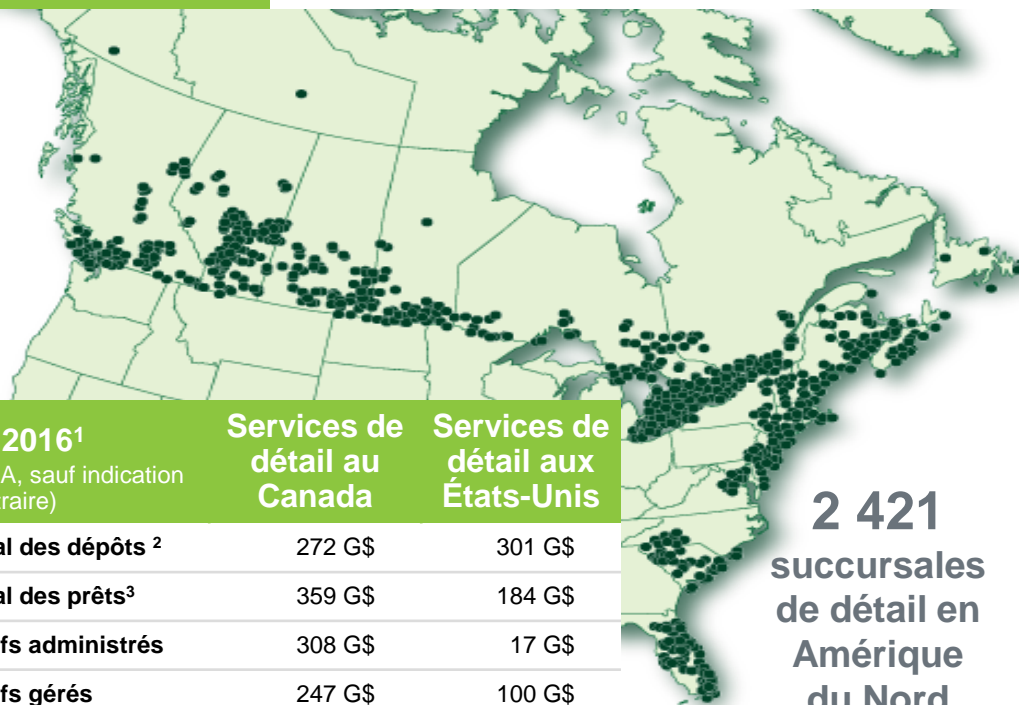
- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires commerciaux et aux petites entreprises
- Placements directs, services-conseils de gestion de patrimoine et gestion de placements
- Assurances : habitation, dommages, vie et soins médicaux

Services de détail aux États-Unis

- Services bancaires personnels, cartes de crédit et financement auto
- Services bancaires commerciaux et aux petites entreprises
- Services bancaires aux grandes entreprises et services bancaires spécialisés
- Services bancaires privés de gestion de patrimoine
- Relation stratégique avec TD Ameritrade

Services bancaires de gros

- Recherche, services bancaires d'investissement et services aux marchés financiers
- Transactions bancaires mondiales
- Présence dans les principaux centres financiers du monde, y compris New York, Londres et Singapour



T1 2016¹
(\$ CA, sauf indication
contraire)

**Services de
détail au
Canada**

**Services de
détail aux
États-Unis**

Total des dépôts²

272 G\$

301 G\$

Total des prêts³

359 G\$

184 G\$

Actifs administrés

308 G\$

17 G\$

Actifs gérés

247 G\$

100 G\$

**Bénéfice comme
présenté⁴**

6,0 G\$

2,6 G\$

Bénéfice rajusté⁴

6,0 G\$

2,7 G\$

Clients

Environ
15 millions

Plus de
8 millions

Employés⁵

38 301

25 226

2 421
succursales
de détail en
Amérique
du Nord

**La TD est l'une des dix plus grandes banques
en Amérique du Nord⁶**

1. Le T1 2016 représente la période entre le 1^{er} novembre 2015 et le 31 janvier 2016.

2. Le total des dépôts est établi en additionnant la moyenne des dépôts de particuliers et celle des dépôts d'entreprises au T1 2016. Les dépôts des activités de détail au États-Unis comprennent les comptes de dépôts assurés de TD Ameritrade (IDA); les dépôts des activités de détail au Canada comprennent les dépôts de particuliers, d'entreprises et de gestion du patrimoine.

3. Le total des prêts est établi en additionnant la moyenne des prêts aux particuliers et celle des prêts aux entreprises au T1 2016.

4. Pour les quatre derniers trimestres se terminant par le T1 2016. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 de la diapositive 5.

5. Effectif moyen en équivalent temps plein dans ces segments au T1 2016.

6. Voir la diapositive 7.

Être la meilleure banque

Une banque résolument nord-américaine

- Parmi les 10 plus grandes banques en Amérique du Nord¹
- L'une des rares banques dans le monde à avoir obtenu la note Aa1 de Moody's²
- Mise à profit de la plateforme et de la marque pour favoriser la croissance
- Solide image de marque à titre d'employeur

Accent sur les activités de détail

- Chef de file du service à la clientèle et de la commodité
- Plus de 80 % du bénéfice rajusté issu des activités de détail^{3,4}
- Solide moteur de croissance interne
- Meilleur rendement compte tenu du risque assumé⁵

Notre entreprise

- Flux de rentrées croissant et reproductible
- Accent sur les produits axés sur le client
- Exploitation d'un modèle de courtage de l'avenir
- Réinvestissement continu dans nos avantages concurrentiels

Solide gestion des risques

- Prendre les risques que nous comprenons seulement
- Éliminer systématiquement les risques de perte extrême
- Gérer rigoureusement les capitaux propres et les liquidités
- Harmoniser notre culture et nos politiques avec notre philosophie de gestion des risques

Une stratégie simple, un objectif qui ne change pas

1. Voir la diapositive 7.
2. Note attribuée aux titres de créance à long terme (dépôts) de La Banque Toronto-Dominion, au 31 janvier 2016. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.
3. La Banque dresse ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS), les principes comptables généralement reconnus (PCGR) actuels, et désigne les résultats établis selon les IFRS « comme présentés ». La Banque a également recours à des mesures financières non conformes aux PCGR pour obtenir les résultats « rajustés » (c.-à-d. résultats obtenus en retranchant les « éléments à noter » des résultats comme présentés, déduction faite des impôts sur le résultat) afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'activité et de mesurer son rendement global. Se reporter à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque » du Rapport aux actionnaires du T1 2016 pour de plus amples renseignements et un rapprochement des mesures non conformes aux PCGR utilisées par la Banque par rapport aux résultats comme présentés.
4. Les activités de détail comprennent les Services bancaires de détail au Canada et les Services bancaires de détail aux États-Unis. Pour en savoir plus, voir la diapositive 8.
5. Le rendement des actifs pondérés en fonction des risques correspond au bénéfice net rajusté disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par la moyenne du rendement pondéré en fonction des risques. Comparativement aux homologues en Amérique du Nord (RBC, BNS, CIBC, BMO, C, BAC, JPM, WFC, PNC et USB). Résultats rajustés sur une base comparable de façon à exclure les éléments non sous-jacents ciblés. Homologues au Canada : d'après les résultats pour le T1 2016 clos le 31 janvier 2016. Homologues aux États-Unis : d'après les résultats pour le T4 2015 clos le 31 décembre 2015.

Affronter la concurrence sur des marchés attrayants



Statistiques du pays



- Onzième économie mondiale
- PIB nominal de 2 000 G\$ CA
- Population de 36 millions d'habitants

Système bancaire canadien

- Le système bancaire le plus solide au monde¹
- Les cinq grandes banques canadiennes occupent une position de chef de file sur le marché
- Les banques à charte canadiennes occupent plus de 74 % du marché des hypothèques résidentielles²
- Dans la plupart des provinces, les prêteurs hypothécaires disposent de recours contre les emprunteurs et peuvent saisir la propriété

Activités de la TD au Canada

- Réseau de 1 157 succursales et de 2 869 GAB⁶
- Globalement, part de marché de 21 %
- Au premier ou deuxième rang pour ce qui est de la part de marché de la plupart des produits de détail
- Services complets de gestion de patrimoine offrant d'importantes occasions d'approfondir les relations avec les clients
- Parmi les trois plus grands courtiers en placement au Canada

Statistiques du pays



- Première économie mondiale
- PIB nominal de 17 300 G\$ US
- Population de 319 millions d'habitants

Système bancaire américain

- Plus de 9 000 banques, mais quelques grandes banques occupent une position dominante sur le marché
- La valeur de l'actif des cinq banques les plus importantes équivaut à plus de 50 % de l'économie américaine
- Les prêteurs hypothécaires disposent de recours limités dans la plupart des territoires

Activités de la TD aux États-Unis

- Réseau de 1 264 succursales et de 1 989 GAB⁶
- Activités exercées dans 5 des 10 régions métropolitaines statistiques les plus importantes du pays et dans 7 des 10 États les plus riches³
- Marché des dépôts d'une valeur de 1 700 G\$ US⁴
- Accès à près de 77 millions de personnes aux endroits où la TD exerce ses activités⁵
- Expansion des services bancaires de gros aux États-Unis; présence à New York et à Houston

Perspectives de croissance considérables aux endroits où la TD exerce ses activités

1. Rapports sur la compétitivité mondiale 2008-2015, Forum économique mondial.

2. Comprend les titrisations. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

3. La richesse d'un État est fondée sur le revenu des ménages médian actuel.

4. Dépôts plafonnés à 500 millions de dollars dans tous les comtés aux États-Unis où la TD offre des services bancaires d'après le Sommaire des dépôts de 2015 de la FDIC.

5. Population dans chacune des régions métropolitaines statistiques aux États-Unis où la TD offre des services bancaires.

6. Le nombre total de GAB exclut les GAB mobiles et les GAB de la TD.

La TD en Amérique du Nord



T1 2016 \$ CA, sauf indication contraire		Classement au Canada ⁵	Classement en Amérique du Nord ⁶
Total de l'actif	1 174 G\$	2 ^e	6 ^e
Total des dépôts	737 G\$	2 ^e	6 ^e
Capitalisation boursière	98 G\$	2 ^e	7 ^e
Bénéfice net rajusté¹ (<i>quatre derniers trimestres</i>)	8,9 G\$	2 ^e	6 ^e
Bénéfice net comme présenté (<i>quatre derniers trimestres</i>)	8,2 G\$	s. o.	s. o.
Ratio des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de catégorie 1²	9,9 %	4 ^e	9 ^e
Effectif moyen en équivalent temps plein³	79 927	2 ^e	6 ^e
Note attribuée par Moody's⁴	Aa1	s. o.	s. o.

La TD est l'une des dix plus grandes banques en Amérique du Nord

1. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 de la diapositive 5.

2. Les montants sont calculés en vertu du dispositif réglementaire de Bâle III, à l'exception des capitaux propres rattachés au rajustement de la valeur du crédit conformément à la ligne directrice du BSIF, et sont présentés selon la méthode dite « tout compris ». L'application progressive sur une période de cinq ans de l'exigence pour les fonds propres touchés par le rajustement de la valeur de crédit a commencé, en fonction d'une approche selon laquelle l'exigence s'établit à 64 % en 2015 et en 2016, à 72 % en 2017, à 80 % en 2018 et à 100 % en 2019. La banque arrive ex æquo avec un homologue canadien.

3. Pour plus de renseignements, voir la note 5 de la diapositive 4.

4. Voir la note 2 de la diapositive 5.

5. Homologues au Canada : les quatre autres grandes banques (RBC, BMO, BNS et CIBC). Résultats rajustés sur une base comparable de façon à exclure les éléments non sous-jacents ciblés. D'après les résultats pour le T1 2016 clos le 31 janvier 2016.

6. Homologues en Amérique du Nord : les homologues canadiens et américains. Homologues aux États-Unis : les banques installées sur les principales places financières (C, BAC, JPM) et les trois plus grandes banques super-régionales (WFBC, PNC, USF). Résultats rajustés sur une base comparable de façon à exclure les éléments non sous-jacents ciblés. Homologues aux États-Unis : d'après les résultats pour le T4 2015 clos le 31 décembre 2015.

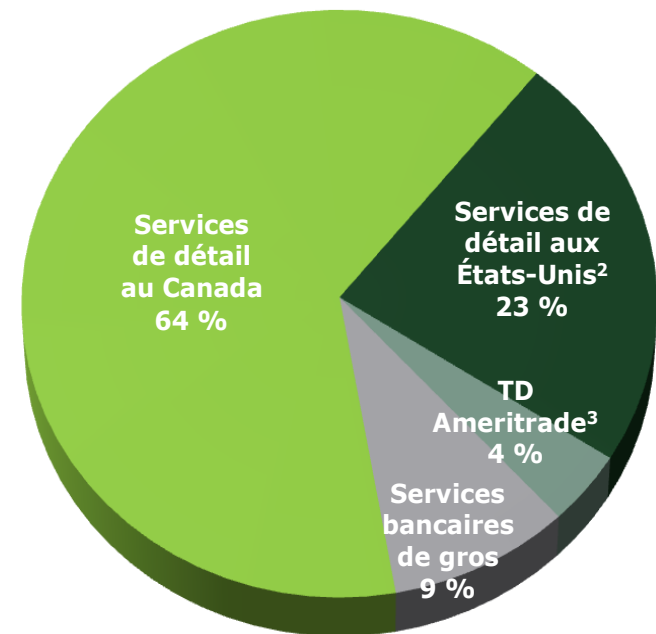
Composition des bénéfices



Trois grands secteurs d'activité

- **Services de détail au Canada**
Plateforme solide assurée par les services de détail au Canada et rendement démontré
- **Services de détail aux États-Unis**
Parmi les 10 principales banques aux États-Unis⁵, avec des occasions de croissance interne considérables
- **Services bancaires de gros**
Courtier nord-américain privilégiant les activités axées sur la clientèle

Répartition des bénéfices rajustés pour 2015^{1,2}



Bâtir une entreprise solide et offrir de la valeur

1. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 de la diapositive 5.

2. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le bénéfice rajusté du secteur Siège social est exclu.

3. Aux fins de communication de l'information financière, le secteur des Services bancaires de détail aux États-Unis comprend TD Ameritrade, mais cette dernière est présentée séparément ici à titre indicatif.

4. Participation déclarée de la TD de 41,68 % dans TD Ameritrade au 31 janvier 2016 (41,54 % au 31 octobre 2015).

5. Basé sur le total des dépôts au 30 septembre 2015. Source : SNL Financial, les plus grandes banques et institutions d'épargne aux États-Unis selon le total des dépôts.

Évolution stratégique de la TD



ACCENT CROISSANT SUR LES ACTIVITÉS DE DÉTAIL

Fusion de la TD et de Canada Trust
 Acquisition de Newcrest Capital
 Acquisition d'une participation de 51 % dans Banknorth
 Entente entre TD Waterhouse USA et Ameritrade
 Privatisation de TD Banknorth
 Acquisition de Commerce Bank
 Intégration de Commerce Bank
 Acquisition de Riverside et de TSFG
 Acquisition de Services financiers Chrysler et du portefeuille de cartes de crédit MBNA
 Acquisition d'Epoch et du portefeuille de cartes de crédit de Target; entente annoncée avec Aimia et la Banque CIBC
 Principal émetteur de cartes de crédit Visa Aéroplan; acquisition d'environ 50 % du portefeuille CIBC Aéroplan
 Conclusion de l'opération de relation stratégique de cartes de crédit avec Nordstrom

Fin des années 1990
 2000
 2001
 2002 - 2004
 2005
 2006
 2007
 2008
 2009
 2010
 2011
 2012
 2013
 2014
 2015

Aucune acquisition importante d'une grande maison de courtage

Abandon de certains produits (produits structurés, produits de crédit non liés aux entreprises TD, opérations pour compte propre)

Partenariat avec TD Bank, America's Most Convenient Bank pour élargir les activités aux États-Unis

Obtention du statut de courtier principal aux États-Unis¹
 Participation dans le plus important PAPE au Canada en 14 ans et dans l'un des plus importants placements d'obligations de l'histoire au Canada²

Élargissement de la gamme de produits offerts aux clients des États-Unis et accroissement de notre présence dans le secteur de l'énergie à Houston

DE COURTIER TRADITIONNEL À COURTIER LIÉ À LA MARQUE

Services de détail à plus faible risque, avec un courtier lié à notre marque

1. Les principaux courtiers agissent en tant que contreparties aux opérations de la Réserve fédérale de New York dans la mise en œuvre de la politique monétaire. Pour plus de renseignements, veuillez consulter le <https://www.newyorkfed.org/>
 2. Projet Muskrat Falls de Nalcor Energy (placement d'obligations de 5 G\$ CA) et PrairieSky Royalty (PAPE de 1,7 G\$ CA). Consultez la section « Points saillants de l'analyse des secteurs d'exploitation des Services bancaires de gros » du Rapport annuel 2014 de la Banque.

Cadre de gestion des risques



Notre tolérance au risque

Nous prenons les risques nécessaires à la conduite de nos affaires, mais uniquement lorsque ces risques...

- cadrent avec notre stratégie d'entreprise et que nous les comprenons et pouvons les gérer;
- n'exposent pas l'entreprise à des situations de pertes ponctuelles graves; c.-à-d. nous ne « misons pas la Banque » sur une seule acquisition, une seule activité ou un seul produit;
- ne sont pas susceptibles de compromettre l'image de la marque TD.

Pratiques proactives et rigoureuses en matière de gestion des risques

Faits saillants du T1 2016



Total pour la Banque (sur 12 mois)

BPA rajusté de 1,18 \$, en hausse de 5 %

Bénéfice net rajusté en hausse de 6 %

Produits rajustés en hausse de 12 %

- Hausse de 4 % hors change et acquisitions
- Croissance des volumes de prêts et de dépôts et hausse des honoraires pour les Services de détail

Charges rajustées en hausse de 12 %

- Hausse de 1 % hors change et acquisitions
- Nouveaux investissements financés par des gains de productivité

Secteurs (sur 12 mois)

Bénéfice des Services de détail au Canada en hausse de 4 %

Bénéfice des Services de détail aux États-Unis en hausse de 20 %

Bénéfice des Services bancaires de gros en baisse de 16 %

Faits saillants financiers – M\$ CA

Rajustés ¹	T1 2016	T4 2015	T1 2015
Produits	8 564	8 096	7 614
Charges	4 579	4 480	4 092
Bénéfice net	2 247	2 177	2 123
BPA dilué (\$)	1,18	1,14	1,12

Comme présenté	T1 2016	T4 2015	T1 2015
Produits	8 610	8 047	7 614
Charges	4 653	4 911	4 165
Bénéfice net	2 223	1 839	2 060
BPA dilué (\$)	1,17	0,96	1,09

Bénéfice par secteur – M\$ CA

	T1 2016	T4 2015	T1 2015
Services de détail² (rajusté)	2 264	2 142	2 074
<i>Services de détail (comme présenté)</i>	<i>2 264</i>	<i>2 091</i>	<i>2 074</i>
Services bancaires de gros	161	196	192
Siège social (rajusté)	(178)	(161)	(143)
<i>Siège social (comme présenté)</i>	<i>(202)</i>	<i>(448)</i>	<i>(206)</i>

1. Les résultats rajustés sont définis à la note 3 de la diapositive 5.

2. Les Services de détail sont composés des secteurs Services de détail au Canada et Services de détail aux États-Unis, tels qu'ils sont présentés dans le rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2016.

Faits saillants des résultats des secteurs au T1 2016



Services de détail au Canada

- Bénéfice net en hausse de 4 % sur 12 mois
- Hausse attribuable à la croissance des prêts, des dépôts et des actifs dans les activités de gestion de patrimoine, et à la hausse des produits tirés des honoraires, partiellement neutralisée par une augmentation des PPC et du taux d'imposition effectif.
- Les PPC sont en hausse de 3 % sur 3 mois, en raison de la hausse des recouvrements du trimestre précédent.
- Charges stables sur 12 mois

Services de détail aux États-Unis

- Revenu net en hausse de 3 % sur 12 mois en dollars américains
- Les résultats s'expliquent par la croissance des produits et la gestion des charges, partiellement neutralisées par une augmentation des PPC et par la diminution des marges.
- Les PPC sont en hausse de 20 % sur 3 mois, en raison de la croissance du volume des prêts commerciaux.
- Charges en hausse de 1 % sur 12 mois

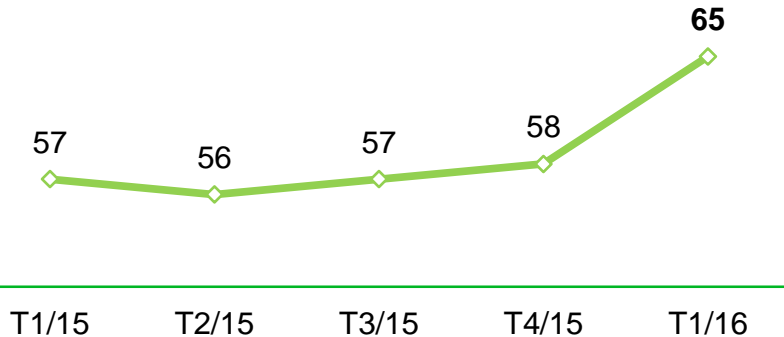
Services bancaires de gros

- Bénéfice net en baisse de 16 % sur 12 mois
- Les produits ont diminué de 7 % sur 12 mois, en raison d'une diminution des volumes de négociation d'actions et des gains sur valeurs mobilières, partiellement neutralisée par une hausse des produits tirés des honoraires et des activités sur les marchés des titres à revenu fixe.
- Baisse des charges de 1 % sur 12 mois

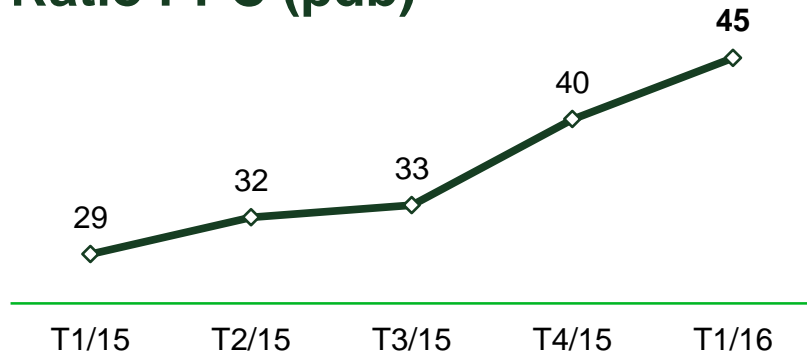
Faits saillants du portefeuille de crédit au T1 2016



Ratio des prêts douteux bruts (pdb)¹



Ratio PPC (pdb)²



- Les prêts douteux bruts au sein des portefeuilles des Services de détail au Canada et des Services bancaires de gros ont été stables au cours des quatre derniers trimestres.
- Hausse trimestrielle des prêts douteux bruts aux États-Unis attribuable à l'effet négatif du change et au renouvellement continu des LDCVD Héritage à intérêt seulement.
- La qualité du crédit des portefeuilles des Services de détail et des Services bancaires de gros au Canada est solide; le taux de perte est stable à 25 pdb.
- Hausse des portefeuilles des Services de détail aux É.-U. attribuable aux opérations de change et à la hausse de la provision en raison du volume.
- Hausse de la provision de 65 M\$ CA dans le segment Siège social en raison de la croissance des volumes et d'une migration de crédit négative dans les régions sensibles aux prix du pétrole.

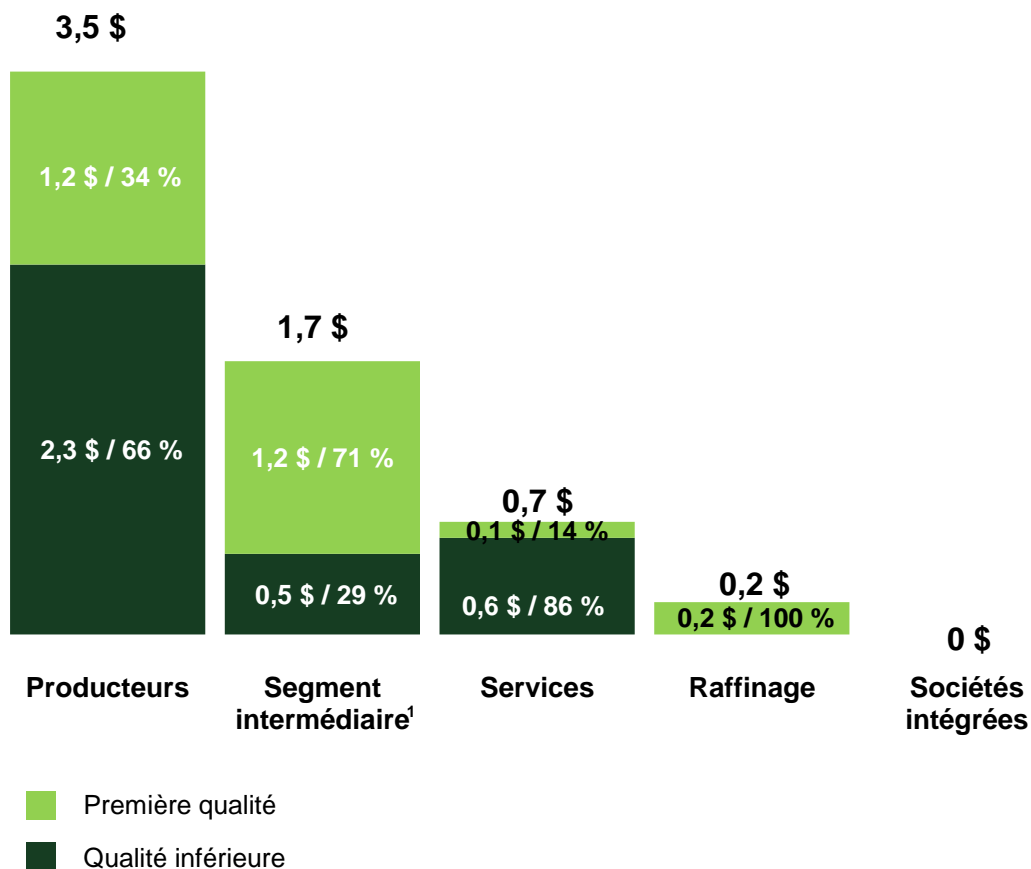
La qualité du crédit reste élevée dans les portefeuilles canadiens et américains

1. Ratio de prêts douteux bruts : prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts (tous les deux au comptant). Exclusion faite de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.
2. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée / moyenne du montant net des prêts et des acceptations; la PPC totale exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les titres de créance classés comme prêts et les éléments à noter.

Exposition au secteur du pétrole et du gaz



Solde des prêts aux entreprises et des prêts commerciaux par segment (en G\$ CA) :



Faits saillants

- Le solde des prêts aux producteurs de pétrole et de gaz et aux sociétés de services pétroliers et gaziers représente moins de 1 % du total des prêts et des acceptations bruts :
 - Aucun nouveau prêt douteux des Services bancaires de gros dans le secteur du pétrole et du gaz
 - 21 M\$ CA de prêts douteux des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires aux moyennes entreprises au cours du trimestre
 - L'augmentation de la provision des Services de détail au Canada et des Services bancaires de gros est surtout attribuable au secteur du pétrole et du gaz.
- En excluant le crédit garanti par des biens immobiliers, les prêts à la consommation et les prêts des Services bancaires aux petites entreprises dans les provinces touchées² représentent 2 % du total des prêts et des acceptations bruts.
 - La détérioration du portefeuille de crédit à la consommation dans les provinces touchées par la chute des prix du pétrole demeure à l'intérieur des prévisions.

1. Le segment intermédiaire comprend les pipelines, le transport et le stockage.

2. Les provinces touchées par la chute des prix du pétrole sont l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador.

Contenu



1. Groupe Banque TD
- 2. Perspectives économiques**
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. Annexe

Les forces relatives du Canada



- L'économie canadienne est l'une des plus concurrentielles au monde¹.
- Le Canada possède le système bancaire le plus solide au monde¹.
- Son taux de chômage demeure en deçà des sommets atteints lors des récessions précédentes.
- Sa situation budgétaire est l'une des plus solides parmi les pays industrialisés du G7.
 - Déficits prévus et niveau d'endettement relativement faibles

Systeme financier solide au Canada



Banques commerciales et banques de détail solides

- Critères stricts en matière d'octroi de prêts
- Les grands fournisseurs de services de gros appartenant tous à des banques canadiennes, leurs sorties de bilan peuvent être absorbées à même les bénéfices stables tirés des activités de détail

Interventions du gouvernement et de la banque centrale

- Politiques et programmes proactifs visant à maintenir un niveau de liquidité suffisant au sein du système
- Modifications des règles régissant les prêts hypothécaires en vue d'une modération du marché et de la protection du consommateur

Systeme de réglementation judiciaire

- Systeme fondé sur des principes plutôt que des règles
- Un seul organisme de réglementation pour l'ensemble des grandes banques
- Règles prudentes et exigences plus strictes en matière de capitaux propres que les normes mondiales
- Exigences en matière de capitaux propres reposant sur les actifs pondérés en fonction des risques

Le système bancaire le plus solide au monde¹

Amélioration soutenue des conditions économiques aux États-Unis

- La création d'emplois devrait demeurer saine, faire reculer le taux de chômage et favoriser la croissance des salaires.
- L'accélération de la croissance des revenus et la faiblesse des prix de l'énergie stimuleront les dépenses de consommation.
- L'immobilier résidentiel contribuera de façon importante à la croissance en 2016 et 2017.

L'économie canadienne est fortement liée à la situation économique américaine; un raffermissement de la demande du secteur privé aux États-Unis améliore les perspectives du Canada.

- Les exportations devraient profiter de la solide demande américaine et de la faiblesse du dollar canadien.
- La demande intérieure sera limitée par le niveau élevé d'endettement des ménages ainsi que par l'essoufflement du marché de l'habitation.
- La baisse des bénéfices des sociétés imputable au repli des prix du pétrole exercera une pression à la baisse sur les investissements dans le secteur de l'énergie, même si ceux dans le matériel et l'équipement pourraient générer de bons résultats.

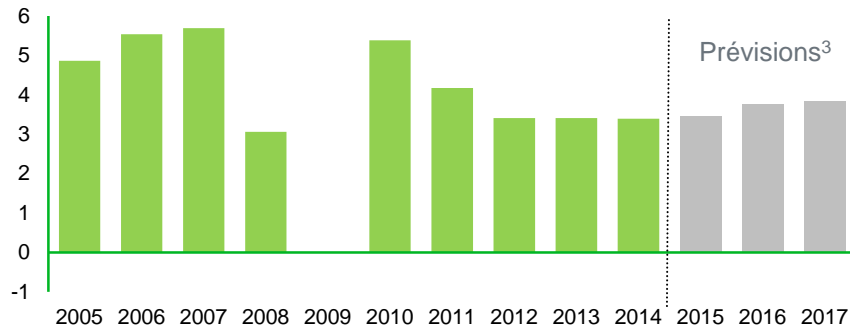
Accélération de la croissance prévue

Perspectives économiques mondiales



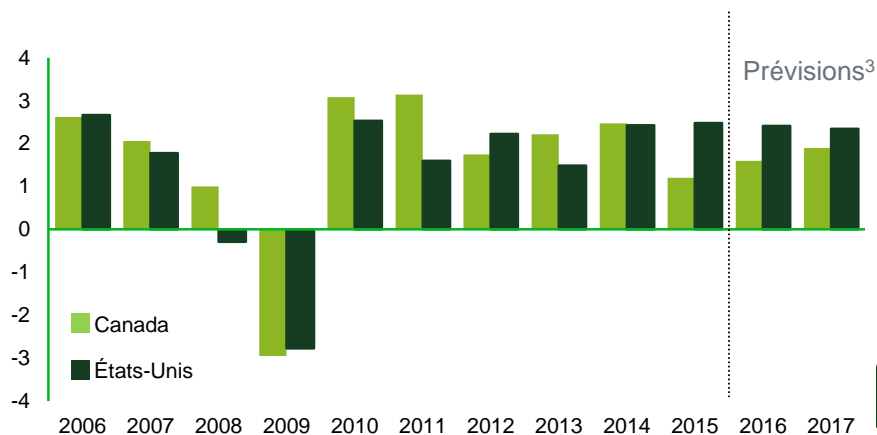
Croissance du PIB réel mondial¹

Variation en % sur 12 mois



Croissance du PIB réel nord-américain²

(%)



- La croissance économique mondiale restera modeste et devrait connaître une légère accélération au cours des deux prochaines années.
- Le rendement supérieur aux États-Unis combiné à l'activité économique languissante au Japon et en Europe, ainsi qu'au ralentissement en Chine, laissent entrevoir une divergence sur le plan de la politique monétaire et des taux de change au sein des principales économies.
- La croissance prévue aux États-Unis devrait dépasser, en moyenne, celle du Canada au cours des prochaines années.

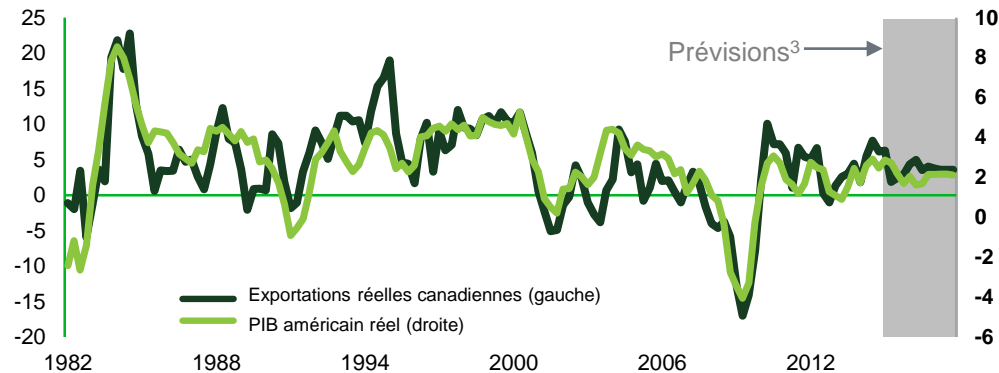
L'économie nord-américaine prendra de la vitesse

Perspectives économiques canadiennes



Exportations canadiennes et indice d'activité aux États-Unis¹

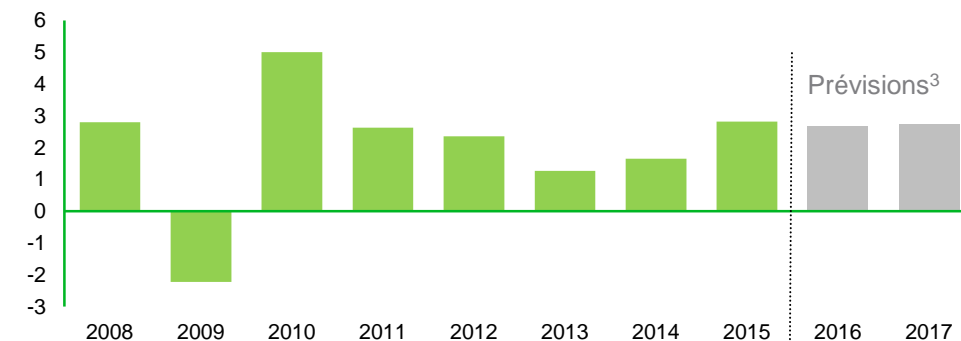
Variation en % sur 12 mois



- L'économie canadienne demeure étroitement liée à la situation économique aux États-Unis, et le raffermissement de la croissance américaine à moyen terme devrait améliorer les perspectives du Canada.

Variation de la demande intérieure²

Variation en % sur 12 mois



- La demande intérieure ne procurera qu'un soutien modeste, compte tenu du ralentissement du marché de l'habitation et du fort endettement des ménages limitant les dépenses.

L'économie canadienne devrait être soutenue par la croissance américaine et la demande intérieure

1. Sources : Bureau of Economic Analysis, Statistique Canada, Réserve fédérale, Banque du Canada.

2. Sources : Haver Analytics, Services économiques TD.

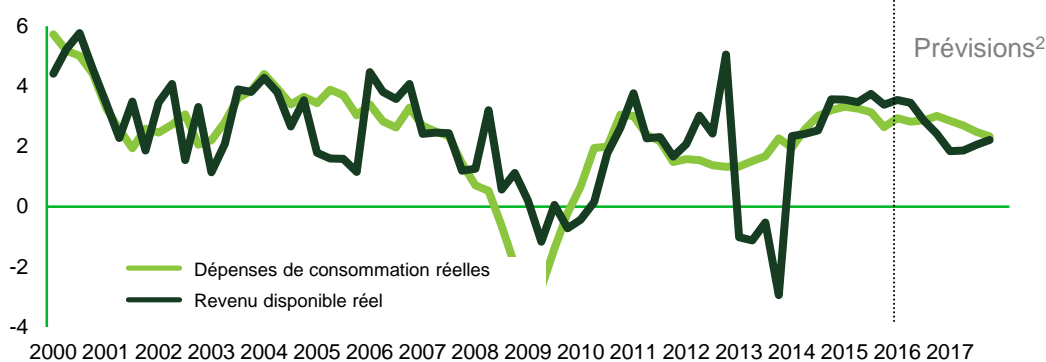
3. Prévisions des Services économiques TD, en date de janvier 2016

Perspectives économiques américaines



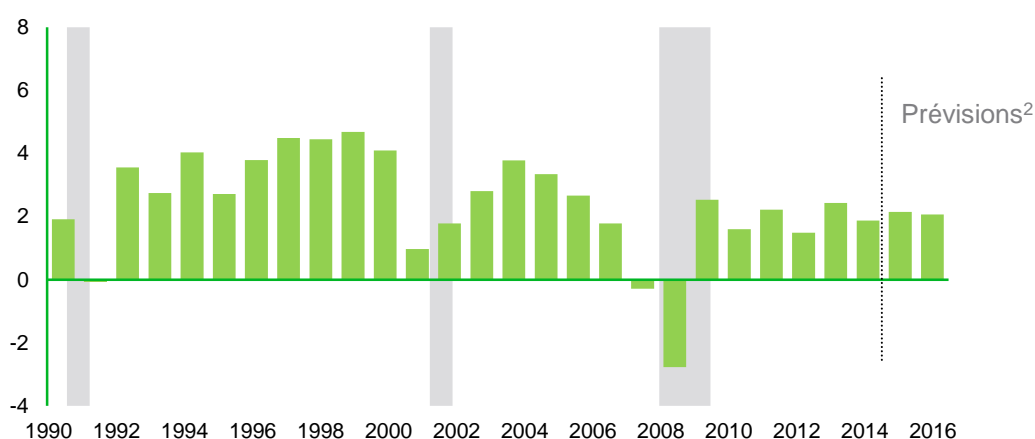
Augmentation de la consommation grâce à une croissance plus rapide des revenus¹

Variation en % sur 12 mois



Le marché de l'habitation prend graduellement du mieux¹

Variation en % sur 12 mois de la croissance du PIB réel des États-Unis



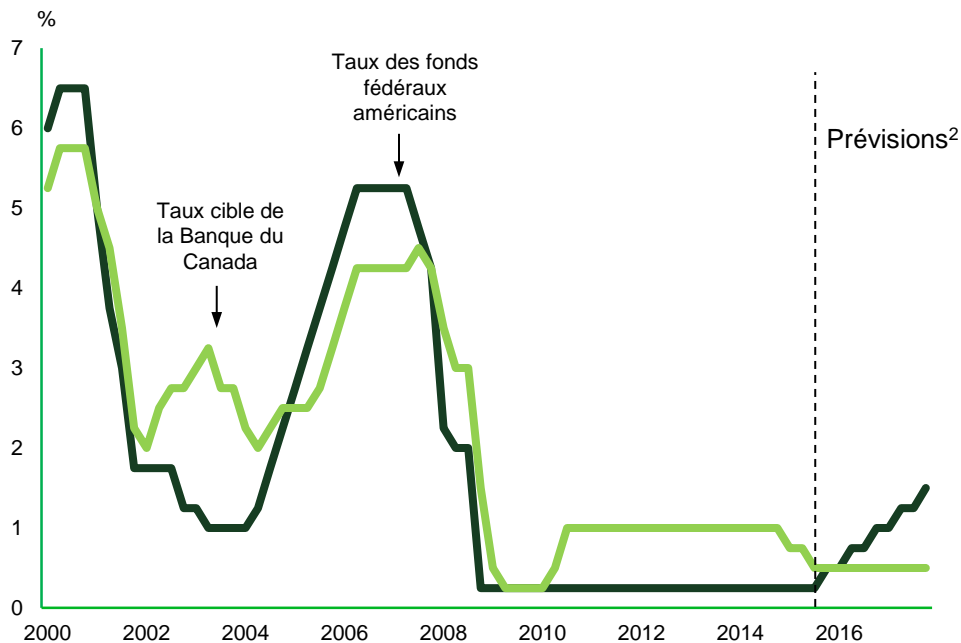
- Soutenu par la croissance continue de l'emploi, la hausse des salaires et la chute des prix de l'énergie, le rythme de croissance des dépenses de consommation s'accélérera en 2016.
- L'amélioration de l'emploi donnera un coup de pouce au marché de l'habitation en stimulant la demande de la part d'acheteurs d'une première maison.

**Économie américaine –
Amélioration continue prévue**

Perspectives relatives aux taux d'intérêt



Taux d'intérêt au Canada et aux É.-U.¹



- Comme le taux de chômage approche des niveaux sains aux États-Unis, la Réserve fédérale devrait vraisemblablement continuer à augmenter les taux.
- Au Canada, les perspectives économiques et inflationnistes modestes donnent à penser que la Banque du Canada maintiendra une politique monétaire exceptionnellement accommodante.
- Les hausses de taux d'intérêt se feront d'une façon graduelle, et il est probable que les taux resteront nettement inférieurs aux moyennes historiques.

Les taux d'intérêt devraient augmenter graduellement

Crédit garanti par des biens immobiliers TD



Portefeuille		T1 2016
Portefeuille de CGBI au Canada	Solde brut des prêts	247 G\$
	Pourcentage des prêts assurés	55 %
	Ratio prêt-valeur (RPV) actuel des prêts hypothécaires non assurés ¹	59 %
Prêts consentis aux acheteurs de copropriétés (prêts hypothécaires résidentiels)	Solde brut des prêts	30 G\$
	Pourcentage des prêts assurés	66 %
Prêts consentis aux acheteurs de copropriétés (LDCVD)	Solde brut des prêts	6 G\$
	Pourcentage des prêts assurés	32 %

Thème	Position de la TD
-------	-------------------

Qualité du crédit des prêts consentis aux acheteurs de copropriétés	<ul style="list-style-type: none"> RPV, note de crédit et taux de défaillance en phase avec le portefeuille global
Exposition aux prêts consentis aux promoteurs de copropriétés de grande hauteur	<ul style="list-style-type: none"> Stabilité des volumes des portefeuilles, qui comptent pour moins de 1,5 % du portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada Exposition limitée aux emprunteurs ayant de solides antécédents, disposant de liquidités suffisantes et qui entretiennent une relation de longue date avec la TD

1. Le RPV actuel correspond à la somme du RPV de chaque prêt hypothécaire pondéré par le solde du prêt.

Contenu



1. Groupe Banque TD
2. Perspectives économiques
- 3. Gestion de la trésorerie et du bilan**
4. Annexe

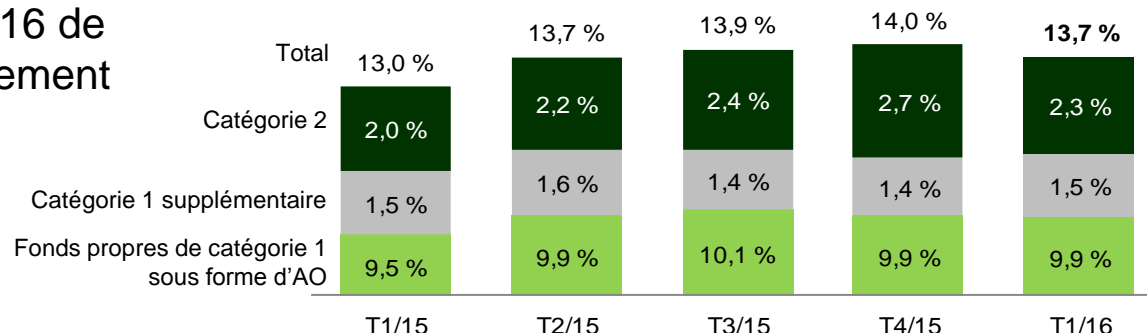
Faits saillants

- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 9,9 %
- Ratio d'endettement de 3,7 %
- Rachat dans le cadre normal des activités du T1 2016 de 9,5 millions d'actions ordinaires
- Ratio des fonds propres de première catégorie et du total des fonds propres pour le T1 2016 de 11,4 % et 13,7 %, respectivement

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO¹

Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T4 2015	9,9 %
Production de fonds propres à l'interne	32 pdb
Rachats d'actions ordinaires	(13) pdb
Pertes actuarielles sur les régimes d'avantages du personnel	(8) pdb
Pertes latentes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global	(6) pdb
Augmentation des actifs pondérés en fonction des risques (hors change)	(4) pdb
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T1 2016	9,9 %

Ratio du total des fonds propres¹



1. Chaque ratio de fonds propres comporte sa propre composante actifs pondérés en fonction des risques, conformément à la méthode progressive d'inclusion du rajustement de la valeur du crédit (RVC) prescrite par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) du Canada. Pour les exercices 2015 et 2016, les facteurs scalaires d'intégration progressive du RVC pour la composante actifs pondérés en fonction des risques aux fins des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres sont respectivement de 64 %, 71 % et 77 %.

Notation financière de la TD

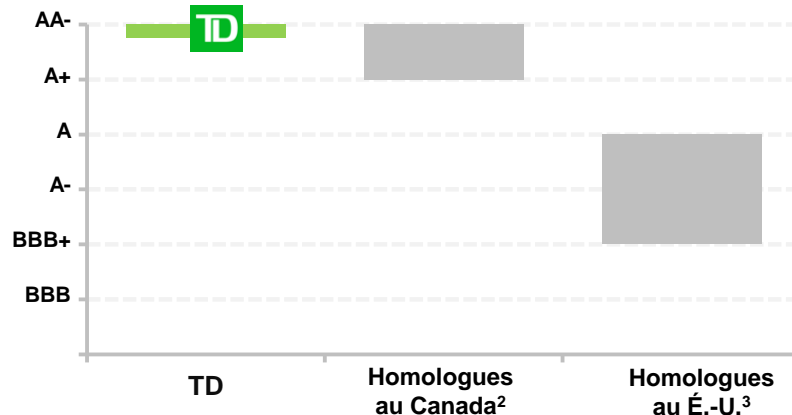


Notes attribuées par les agences¹

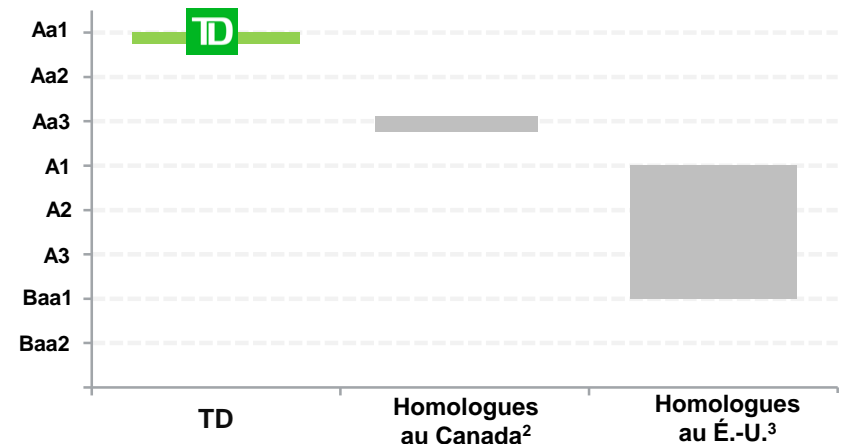
	Moody's	S&P	DBRS
Notes	Aa1	AA-	AA
Perspective	Négative	Stable	Négative

Notes par rapport à celles des homologues

Notes attribuées par S&P aux titres de créance à long terme



Notes attribuées par Moody's aux titres de créance à long terme



1. Pour plus de renseignements sur la notation, voir la note 2 de la diapositive 5.

2. Dans le contexte des notes attribuées aux titres de créance à long terme, les homologues au Canada sont RBC, BNS, BMO et CIBC.

3. Dans le contexte des notes attribuées aux titres de créance à long terme, les homologues aux États-Unis sont BAC, BBT, C, CITZ, JPM, MTB, PNC, STI, USB et WFC.

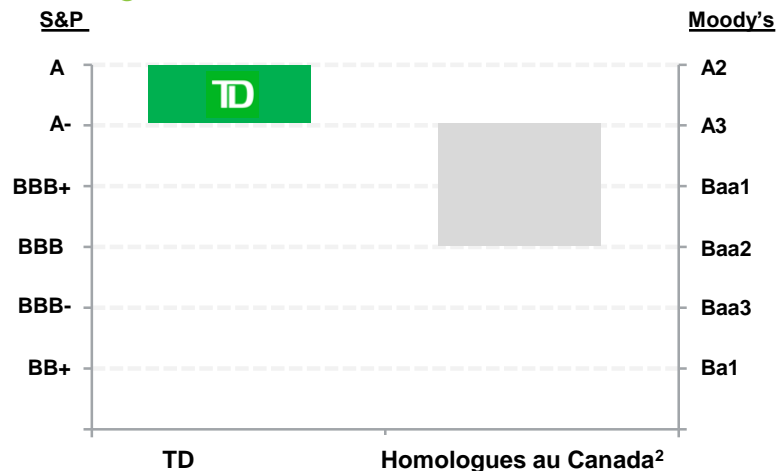
Notation des fonds propres sous forme d'actions non ordinaires



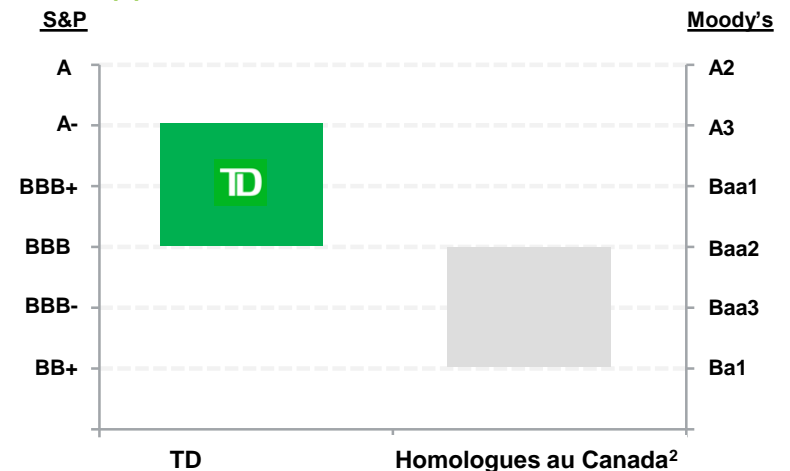
Les notations de la TD sont parmi les plus élevées du secteur¹ pour les fonds propres de catégorie 1 supplémentaire ou de catégorie 2

Notes par rapport à celles des homologues

Notes des titres de créance de second rang de catégorie 2



Notes des actions privilégiées de catégorie 1 supplémentaires



1. Notes des titres de créance de second rang et des actions privilégiées en date du 31 janvier 2016. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.

2. Dans le contexte des notes attribuées aux titres de créance de second rang et aux actions privilégiées, les homologues au Canada sont RBC, BNS, BMO et CIBC.

Paradigme de la trésorerie

- Contribution à un bénéfice stable et croissant
- Gestion du risque de marché lié aux activités autres que de transaction, à l'intérieur des limites établies

Harmonisation des durées des actifs et des passifs

- Abstention d'opérations de portage de liquidités
- Concordance de la durée du financement sous-jacent avec celle des actifs ou avec la profondeur réduite du marché

Processus rigoureux d'établissement des prix de transfert

- Nous créditons les produits de dépôt des liquidités fournies et imputons aux produits de prêt les liquidités consommées

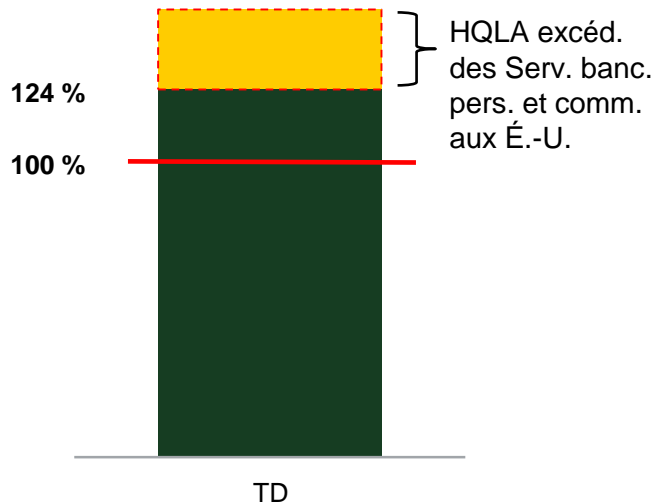
Cadre mondial de gestion du risque d'illiquidité

- Quantité suffisante d'actifs liquides pour faire face à une situation de « stress combiné critique » pendant au moins 90 jours
- Chaque unité de gestion de la liquidité est dotée de sa propre politique et de son propre plan de fonds d'urgence, qui sont conformes au cadre de gestion du risque de liquidité de l'entreprise
- Surveillance de l'évolution des marchés de financement mondiaux et des incidences possibles sur notre accès au financement

Situation de liquidité

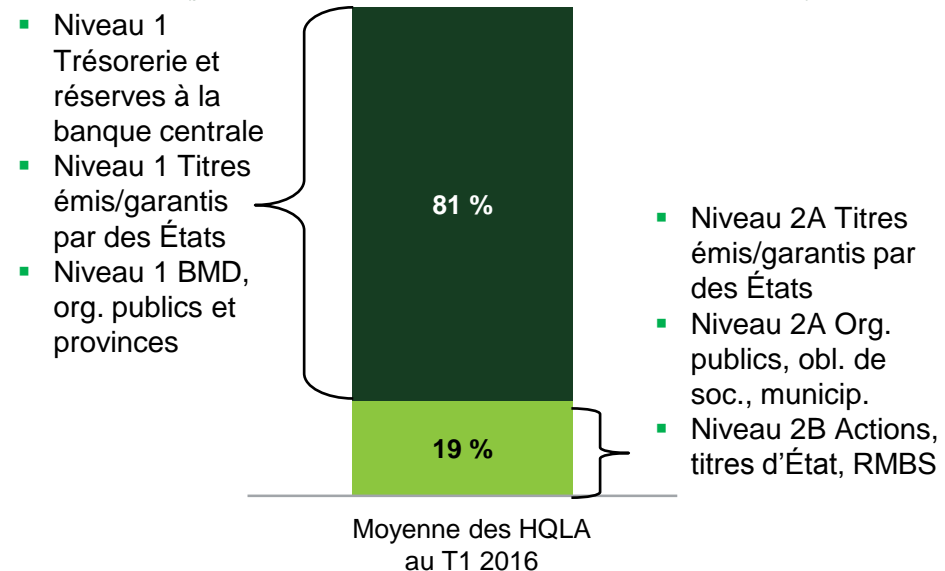


Ratio de liquidité à court terme moyen au T1 2016



Distribution des actifs liquides de haute qualité (HQLA)

(pondérés et incluant les HQLA excédentaires des É.-U.)



- Ratio de liquidité à court terme consolidé du Groupe Banque TD de 124 % selon la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF
- Liquidité gérée de façon à respecter les limites de risque internes et à maintenir un coussin par rapport aux exigences réglementaires

- La majorité des HQLA sont des actifs de niveau 1 de haute qualité.

Gestion de la liquidité prudente et conforme à l'appétit pour le risque

Stratégie de financement à terme



Grand bassin de dépôts stables de particuliers et d'entreprises

- Le modèle d'affaires axé sur le service à la clientèle génère une base grandissante de dépôts durables et fondés sur la marque
- Réserve d'actifs conservée pour le solde de dépôt en fonction des exigences relatives au ratio de liquidité à court terme

Utilisateur de programmes de titrisation de prêts hypothécaires, par l'intermédiaire du programme des Obligations hypothécaires du Canada et de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH)

- Le financement au moyen de titres adossés à des créances hypothécaires coïncide avec l'échéance de l'actif sous-jacent, tout en offrant à l'investisseur un rendement attrayant ajusté aux risques
- Le plafond des titres adossés à des créances hypothécaires (total de 105 G\$ pour le secteur en 2016) a limité le nombre de ces titres émis en vertu de la LNH

Autres sources de financement garanti

- Les obligations sécurisées et les titrisations adossées à des actifs élargissent la clientèle d'investisseurs de la TD
- Des obligations sécurisées d'une valeur de 16,5 G\$ CA ont été émises dans le cadre du programme d'obligations sécurisées de 40 G\$ CA
- 3,5 G\$ CA de billets émis dans le cadre du programme Genesis Trust II – titres adossés à des créances de 7 G\$ CA, soutenu par des marges de crédit garanties par des biens immobiliers
- Émission programmatique

Recours, en complément, à des émissions de titres de créance de gros non garantis sur le marché financier

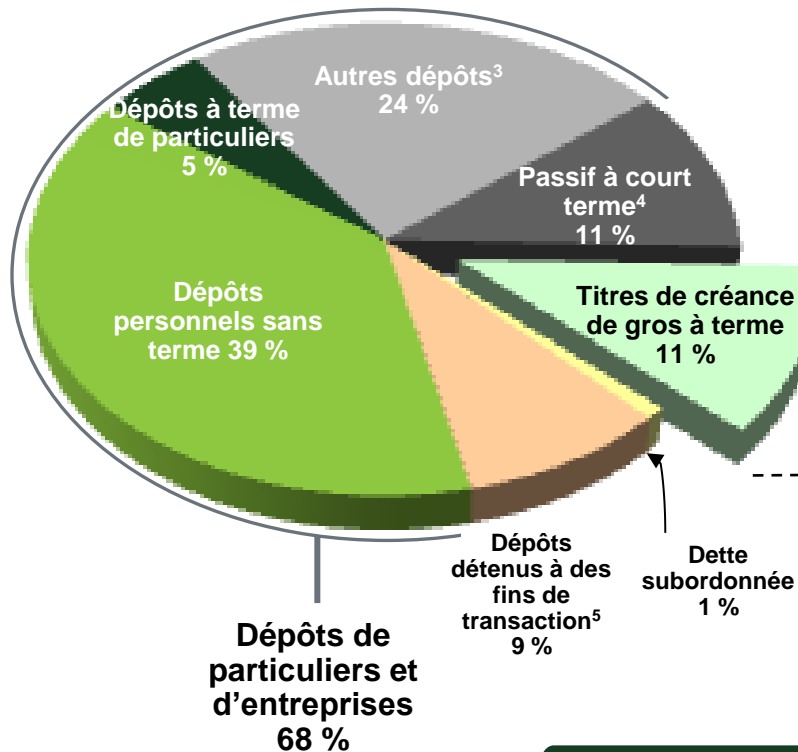
- Opération de 1,75 G\$ US visant des billets de 5 ans de 1^{er} rang à 2,50 % et de 250 M\$ US visant des billets de 5 ans de 1^{er} rang à taux variable en décembre 2015
- Opération de 750 M\$ US visant des billets de 3 ans de 1^{er} rang à 1,95 % et de 500 M\$ US visant des billets de 3 ans de 1^{er} rang à taux variable en janvier 2016
- Opération de 125 M\$ AU visant des billets de 1^{er} rang de 10 ans à 4 % en janvier 2016

Émission future possible de titres de créance de second rang de catégorie 2 à l'extérieur du marché canadien

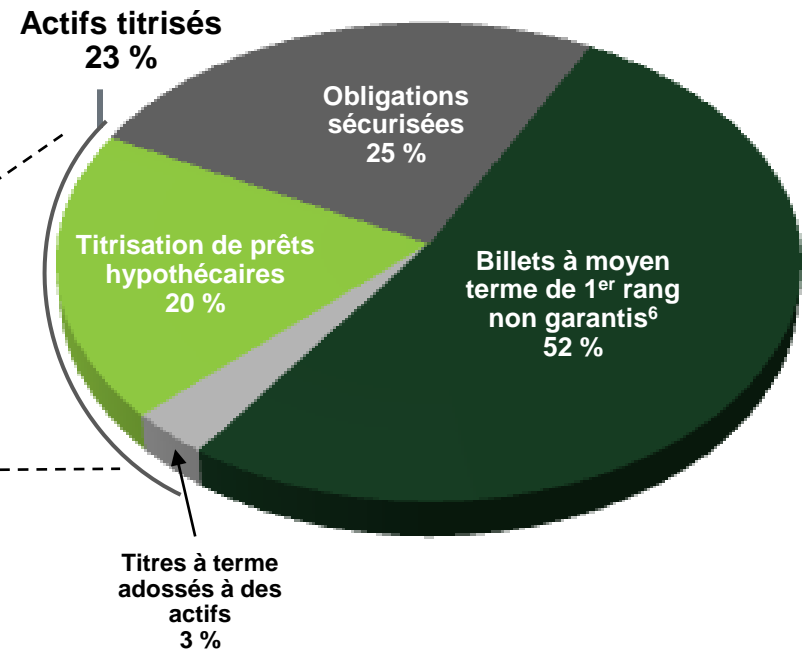
Composition attrayante du bilan¹



Composition du financement²



Titres de créance de gros à terme



**Principales sources de financement :
dépôts de particuliers et d'entreprises**

1. Au 31 janvier 2016.

2. Ne tient pas compte des passifs qui ne créent pas de financement comme les acceptations bancaires, les dérivés sur opérations de négociation, les activités de regroupement des prêts hypothécaires des Services bancaires de gros, les participations ne donnant pas le contrôle et certains capitaux propres, dont les actions ordinaires et d'autres instruments de capitaux propres.

3. Les dépôts de banques, d'entreprises et de gouvernements, moins les obligations sécurisées et les billets à moyen terme de 1^{er} rang.

4. Obligations liées à des titres vendus à découvert et à des titres vendus dans le cadre de mises en pension de titres.

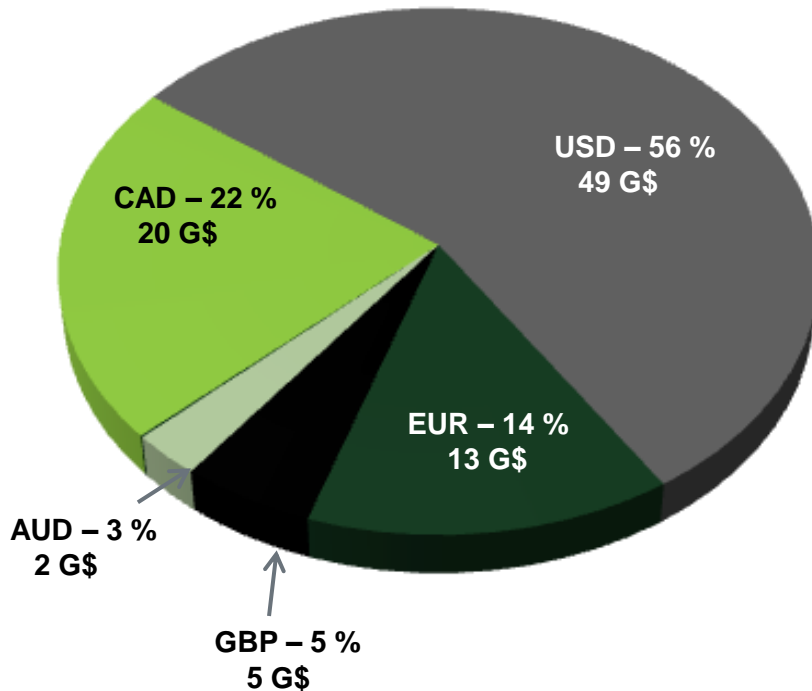
5. Comprend principalement les billets de dépôt au porteur, les certificats de dépôt et le papier commercial.

6. Comprend certains billets de placements privés.

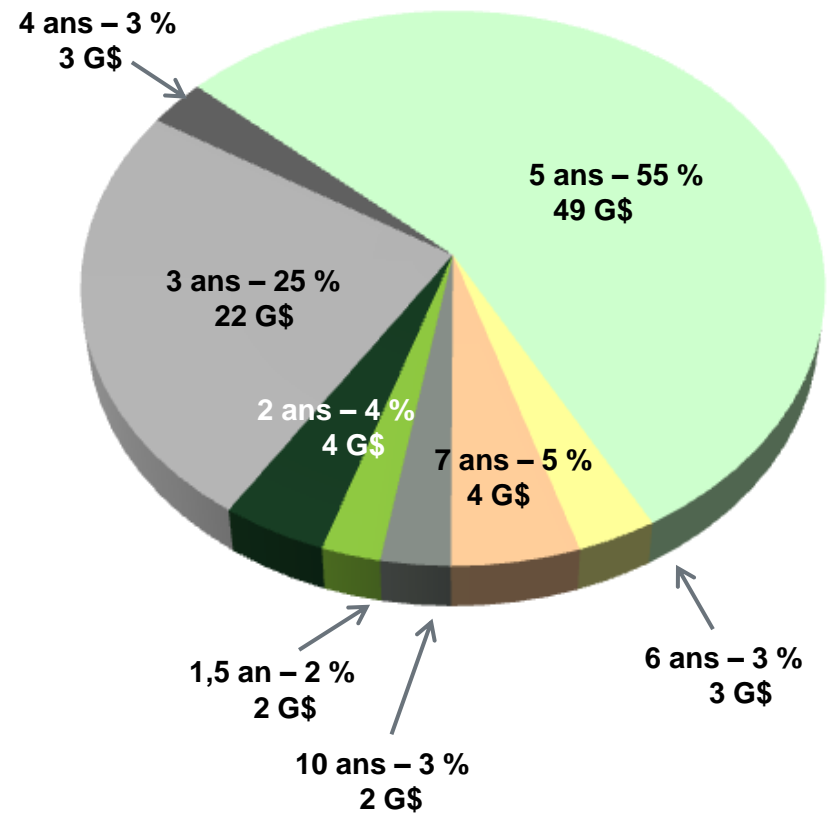
Répartition des titres de créance de gros à terme¹



Par devise^{2,3}



Par terme^{2,3}

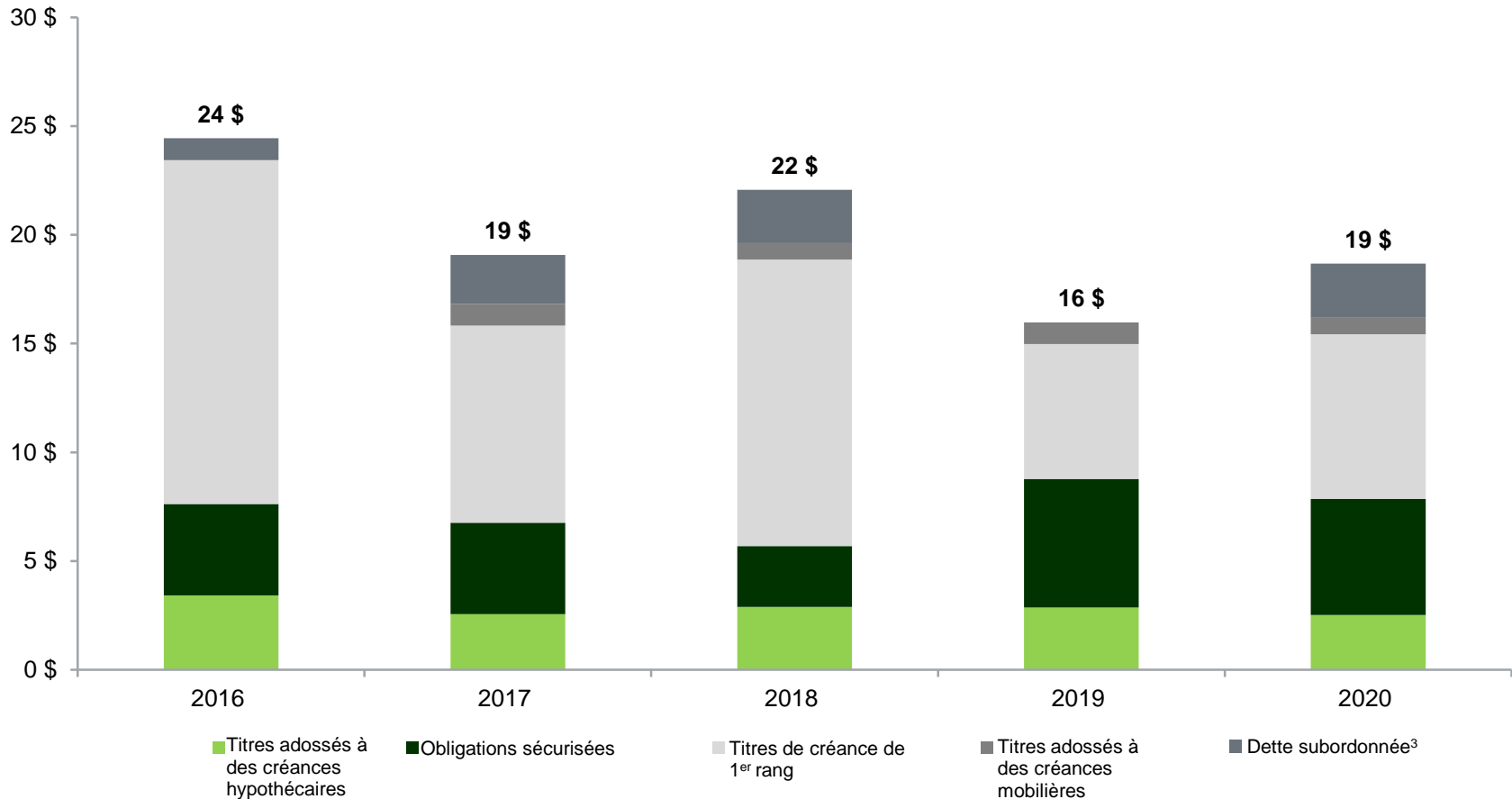


1. Au 31 janvier 2016.
2. Exclut certains billets de placements privés et les opérations de titrisation de prêts hypothécaires.
3. En dollars canadiens.

Profil des échéances de la dette¹ De l'exercice 2016 à l'exercice 2020



Échéances des emprunts remboursables in fine (en G\$ CA)²



Des titres d'emprunt dont les échéances sont gérables

1. Pour les titres de créance de gros à terme à échéance in fine.

2. Au 31 janvier 2016.

3. En fonction de la première date de rachat à la valeur nominale. Le moment d'un rachat dépend des points de vue de la direction à ce moment ainsi que des autorisations en matière de réglementation et de gouvernance d'entreprise.

Mesures législatives canadiennes visant les obligations sécurisées



- Le cadre juridique régissant l'inscription des programmes d'obligations sécurisées, annoncé dans le budget fédéral 2012 sous forme de modification de la *Loi nationale sur l'habitation*, a été adopté en juin 2012.
- Les nouvelles émissions doivent être effectuées conformément à la législation, et les émetteurs ne sont pas autorisés à utiliser des prêts hypothécaires assurés dans leurs programmes.
- Par conséquent, on ne peut plus utiliser des obligations sécurisées (d'un montant de 10 G\$ US) émises dans le cadre du précédent programme structuré, qui comprenait des actifs assurés.
- L'administration des obligations sécurisées au Canada a été confiée à la Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- Le cadre juridique procure une protection législative à l'égard du panier de sûretés aux détenteurs d'obligations sécurisées.
- Il fournit des lignes directrices claires concernant la gouvernance et les rôles des tiers afin d'assurer la valeur du panier de sûretés et son administration.
- La législation tient compte des meilleures pratiques internationales, assurant un niveau élevé de protection et établissant des normes rigoureuses en matière d'information pour les investisseurs et les organismes de réglementation.

La législation est gage de certitude

Test de couverture par l'actif

- Afin de confirmer le niveau de surdimensionnement des biens donnés en garantie des obligations sécurisées par rapport au capital des obligations sécurisées en circulation.
- L'exigence relative à l'indexation (à partir du 1^{er} juillet 2014) permet de tenir compte des événements sur les marchés.
- Les valeurs sont rajustées au moins une fois par trimestre.

Calcul aux fins d'évaluation

- Test visant à effectuer un suivi de l'exposition d'un programme d'obligations sécurisées aux risques liés aux taux d'intérêt et aux taux de change, en mesurant la valeur actualisée des biens donnés en garantie des obligations sécurisées par rapport à celle des obligations sécurisées en circulation.

Pourcentage de l'actif

- Le guide n'impose pas un pourcentage de l'actif minimal ou maximal précis.
- Il requiert toutefois qu'un niveau minimal et maximal de surdimensionnement soit fixé afin de donner à l'investisseur la certitude que les niveaux de surdimensionnement seront maintenus tout au long du programme.

Exigences relatives aux notes et éléments déclencheurs

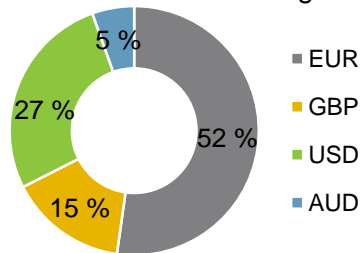
- Au moins deux notes doivent être attribuées au programme.
- Des éléments déclencheurs doivent être prévus afin de déterminer si un émetteur doit remplacer la contrepartie de la banque du compte et du swap, et afin d'octroyer des sûretés pour garantir les obligations d'une contrepartie à une opération de couverture éventuelle dont la valeur correspond à l'évaluation de la valeur du marché.
- L'exigence relative aux notes dans la législation est propre au Canada.

Obligations sécurisées de la TD



Faits saillants du programme d'obligations sécurisées de la TD

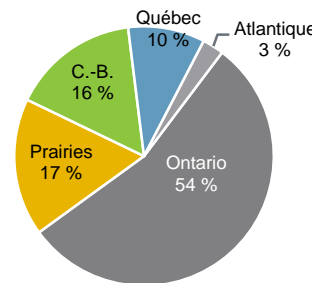
- La valeur du programme d'obligations sécurisées de la TD est de 40 G\$ CA.
- L'émission d'obligations sécurisées pour les émetteurs canadiens est régie par les lignes directrices de la SCHL.
- Seuls les actifs immobiliers résidentiels canadiens non assurés sont admissibles; le panier ne contient aucun actif étranger.
- Le panier de sûretés est composé uniquement de prêts hypothécaires avec amortissement.
- Solides notes de crédit : Aaa / AAA¹
- Les émissions sont plafonnées à 4 % de l'actif total², soit environ 42 G\$ CA pour la TD.
- La valeur en capital globale des obligations sécurisées en circulation de la TD s'élève à 22,5 G\$ CA (16,5 G\$ pour le programme législatif et 6 G\$ pour le programme structuré), soit environ 2 % de l'actif total de la Banque. Marge de manœuvre pour de futures émissions.
- Jusqu'à présent, dix opérations de référence sur obligations sécurisées ont été effectuées selon le nouveau cadre législatif dans quatre devises :
 - 1,75 G EUR – 5 ans
 - 1 G EUR – 7 ans
 - 1,25 G EUR – 7 ans
 - 1,25 G EUR – 5 ans
 - 1 G EUR – 5 ans
 - 900 M GBP – 3 ans
 - 500 M GBP – 3 ans
 - 1,75 G\$ US – 5 ans
 - 1,75 G\$ US – 5 ans
 - 1 G AUD – 5 ans



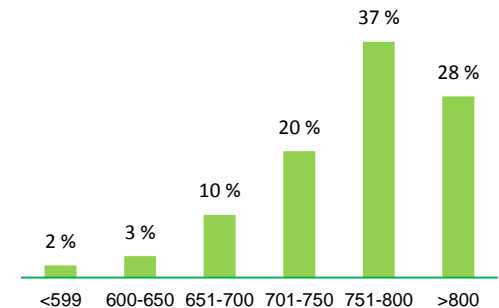
Panier de sûretés en date du 31 janvier 2016

- Prêts hypothécaires résidentiels ordinaires canadiens de premier rang et de première qualité initiés par la TD
- Tous les prêts ont un RPV initial d'au plus 80 %. Le RPV moyen pondéré actuel est de 62,18 %.
- La moyenne pondérée des notes de crédit supérieures à 0 est de 760.

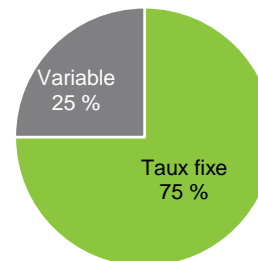
Répartition provinciale



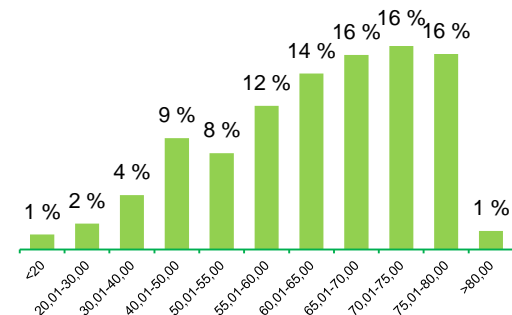
Note de crédit



Type de taux d'intérêt



RPV actuel



1. Notes de Moody's et de DBRS, respectivement. Notes attribuées au programme d'obligations sécurisées au 31 janvier 2016. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière dans la mesure où elles n'expriment aucun commentaire sur le cours du marché ou la pertinence pour un investisseur. Les notes peuvent être modifiées ou retirées à tout moment par les agences de notation.
 2. L'actif total est établi en fonction de la lettre du BSIF datée du 19 décembre 2014 relativement au calcul de la limite révisée d'obligations sécurisées pour les institutions de dépôt émettant des obligations sécurisées.

Points à retenir

- Solide assise financière
- Notes parmi les plus élevées du secteur
- Gestion proactive et rigoureuse des risques
- Composition attrayante du bilan
- Stratégie de financement diversifiée

Contenu



1. Groupe Banque TD
2. Perspectives économiques
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**

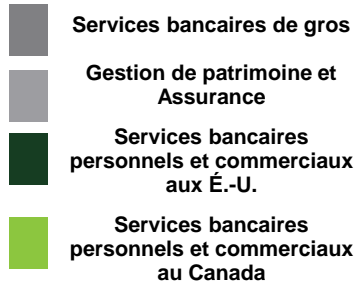
Croissance stable des bénéfices



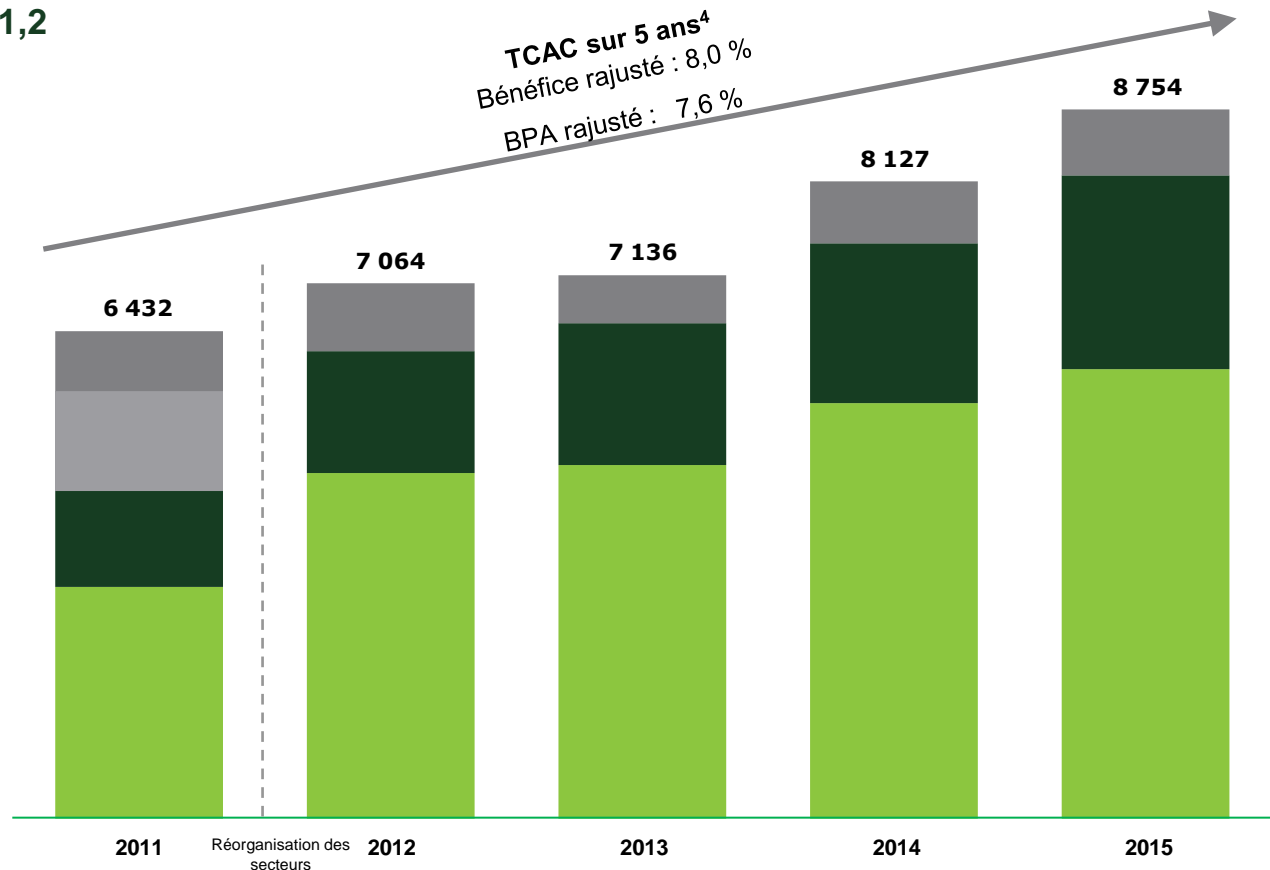
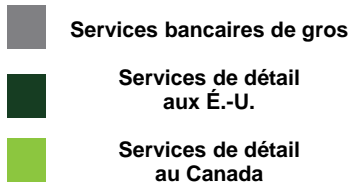
Bénéfice rajusté^{1,2}

(en M\$ CA)

2011² :



De 2012 à 2015³ :



Objectif de croissance à moyen terme de 7 % à 10 % du BPA rajusté¹

1. Voir la définition des résultats rajustés à la note 3 de la diapositive 5. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'activité, le bénéfice rajusté du secteur Siège social est exclu. Le bénéfice comme présenté se présente comme suit : 6 045 M\$ en 2011, 6 460 M\$ en 2012, 6 640 M\$ en 2013, 7 883 M\$ en 2014 et 8 024 M\$ en 2015.
 2. Avec prise d'effet le 4 juillet 2011, la responsabilité des affaires de TD Assurance, qui incombait auparavant au chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, a été confiée au chef de groupe, Gestion de patrimoine. Les résultats sont mis à jour aux fins de déclaration sectorielle à compter du T1 2012. Ces modifications ont été appliquées rétroactivement à 2011 à des fins comparatives.
 3. Au T1 2014, les secteurs des activités de détail ont été réorganisés et correspondent désormais aux Services bancaires de détail au Canada et aux Services bancaires de détail aux États-Unis. Pour en savoir plus sur les secteurs des Services bancaires de détail, voir les diapositives 4 et 8. La réorganisation des secteurs, l'adoption des nouvelles normes IFRS et de leurs modifications ainsi que l'incidence du dividende en actions déclaré le 5 décembre 2013 ont été appliquées rétroactivement aux résultats de 2012 et de 2013.
 4. Taux de croissance annuel composé (TCAC) pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2015.

Portefeuille de prêts bruts (acceptations bancaires comprises)



Soldes (en G\$ CA, sauf indication contraire)

	T4 2015	T1 2016
Portefeuille des Services de détail au Canada	355,9 \$	359,2 \$
Services bancaires personnels	298,6 \$	299,8 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	184,5	185,9
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	61,2	61,2
Prêts automobiles indirects	19,0	19,2
Lignes de crédit non garanties	9,6	9,6
Cartes de crédit	18,0	17,9
Autres prêts aux particuliers	6,3	6,0
Services bancaires commerciaux (y compris Services bancaires aux petites entreprises)	57,3 \$	59,4 \$
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (montants en G\$ US)	130,4 \$ US	132,6 \$ US
Services bancaires personnels	59,7 \$ US	60,6 \$ US
Prêts hypothécaires résidentiels	20,6	20,4
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ¹	10,2	10,2
Prêts automobiles indirects	19,0	19,6
Cartes de crédit	9,3	9,9
Autres prêts aux particuliers	0,6	0,5
Services bancaires commerciaux	70,7 \$ US	72,0 \$ US
Immobilier non résidentiel	13,9	14,8
Immobilier résidentiel	4,3	4,5
Commercial et industriel	52,5	52,7
Opérations de change – portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U.	40,0 \$	53,1 \$
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (en \$ CA)	170,4 \$	185,7 \$
Portefeuille des Services bancaires de gros²	33,7 \$	37,4 \$
Autres³	2,2 \$	3,0 \$
Total	562,2 \$	585,3 \$

1. LDCVD aux É.-U. comprend les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

2. Le portefeuille des Services bancaires de gros comprend les prêts aux entreprises et les autres prêts bruts et acceptations des Services bancaires de gros.

3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.

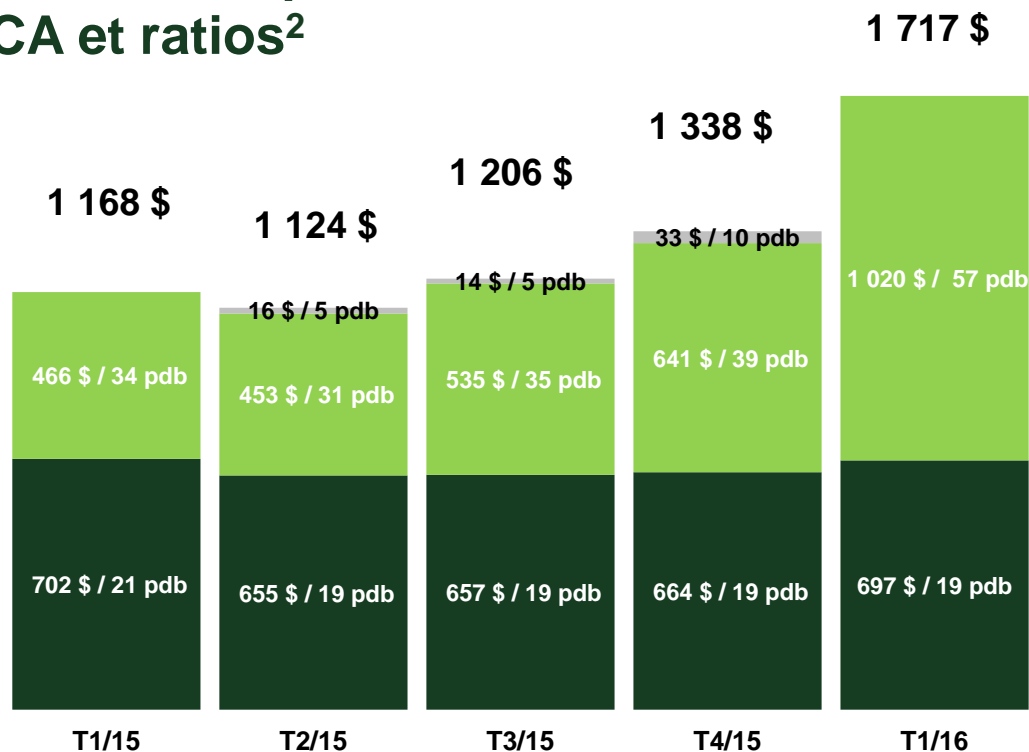
Remarque : Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'emploi de chiffres arrondis.

Excluent les titres de créance classés comme prêts.

Formations de prêts douteux bruts par portefeuille



Formations de prêts douteux bruts¹ : en M\$ CA et ratios²



Faits saillants

- Les formations de prêts douteux bruts dans le portefeuille des Services de détail au Canada ont été stables à 19 pdb au cours des 4 derniers trimestres
- Formation de prêts douteux bruts nulle dans le portefeuille des Services bancaires de gros ce trimestre
- Hausse de 379 M\$ des formations de prêts douteux bruts aux États-Unis ce trimestre, dont :
 - 121 M\$ en raison de l'incidence négative des taux de change
 - 151 M\$ en raison du renouvellement continu des LDCVD Héritage à intérêt seulement

- Autres³
- Portefeuille des Services bancaires de gros
- Portefeuille des Services de détail aux É.-U.
- Portefeuille des Services de détail au Canada

	23	22	23	24	30	<i>pdb</i>
TD						
Homologues au Canada ⁴	14	13	15	13	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁵	19	19	18	17	N. d.	<i>pdb</i>

1. Les formations de prêts douteux bruts représentent les ajouts aux acceptations et prêts douteux pendant le trimestre, à l'exclusion de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Ratio de formation des prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.

3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.

4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.

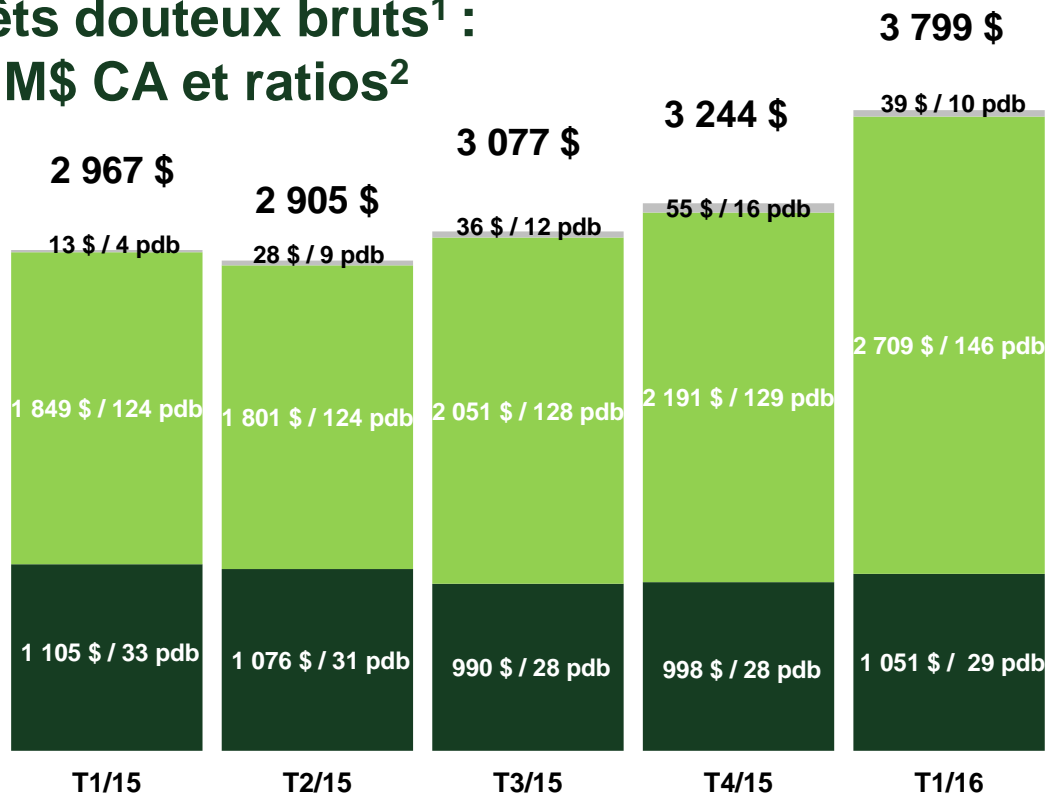
5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC (ajout d'actifs à intérêt non comptabilisé / prêts bruts moyens).

N. d. : Non disponible

Prêts douteux bruts par portefeuille



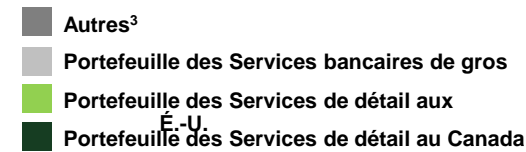
Prêts douteux bruts¹ : en M\$ CA et ratios²



Faits saillants

- Les prêts douteux bruts au sein des portefeuilles des Services de détail au Canada et des Services bancaires de gros ont été stables au cours des 4 derniers trimestres
- Hausse de 518 M\$ des prêts douteux bruts aux États-Unis, dont :
 - 260 M\$ en raison de l'incidence négative des taux de change
 - 245 M\$ en raison du renouvellement continu des LDCVD Héritage à intérêt seulement
 - 90 % des LDCVD Héritage à intérêt seulement aux États-Unis sont douteuses actuellement
 - Les LDCVD douteuses font l'objet d'une provision adéquate

	T1/15	T2/15	T3/15	T4/15	T1/16	
	57	56	57	58	65	<i>pdb</i>
Homologues au Canada ⁴	68	65	67	63	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁵	127	122	116	109	N. d.	<i>pdb</i>



1. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Ratio des prêts douteux bruts : prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts (tous les deux au comptant) par portefeuille.

3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.

4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.

5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC (prêts improductifs / total des prêts bruts).

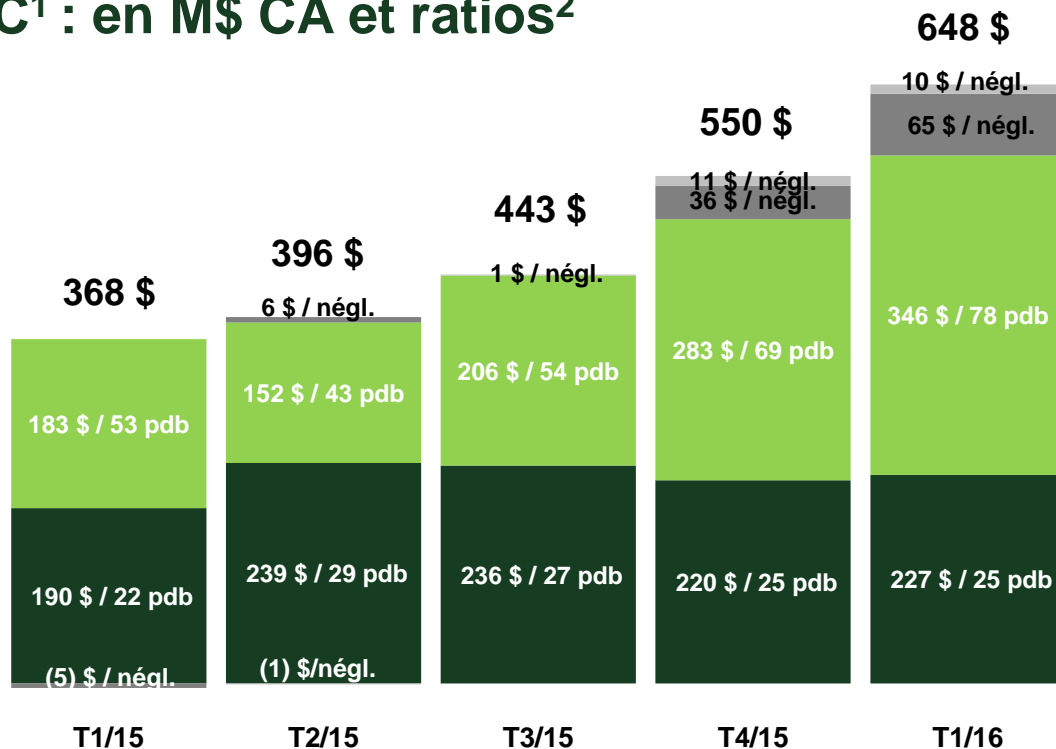
Négl. : négligeable

N. d. : Non disponible

Provision pour pertes sur créances (PPC) par portefeuille



PPC¹ : en M\$ CA et ratios²



Faits saillants

- La qualité du crédit des portefeuilles des Services de détail au Canada et des Services bancaires de gros demeure solide
 - Taux de perte stable de 25 pdb
- Hausse de la provision de 65 M\$ en raison surtout de la croissance des volumes et d'une migration de crédit négative dans les expositions touchées par la chute des prix du pétrole
- Hausse de 63 M\$ pour le portefeuille des Services de détail aux É.-U.⁶, dont :
 - 28 M\$ en raison de l'incidence négative des taux de change
 - Hausse de la provision pour les prêts sur cartes de crédit et les prêts commerciaux



	T1/15	T2/15	T3/15	T4/15	T1/16	
1	29	32	33	40	45	<i>pdb</i>
Homologues au Canada ⁵	28	29	28	28	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁷	54	47	48	65	N. d.	<i>pdb</i>

1. La PPC exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les titres de créance classés comme prêts et les éléments à noter.

2. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée / moyenne du montant net des prêts et des acceptations.

3. La catégorie « Autres » comprend les provisions pour pertes sur créances subies mais non encore décelées dans les portefeuilles des Services de détail au Canada et des Services bancaires de gros qui sont comptabilisées dans le secteur Siège social.

4. La PPC des Services bancaires de gros exclut les primes sur les swaps sur défaillance de crédit : T1 2016 (4) M\$ / T4 2015 (3) M\$.

5. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les PPC des homologues excluent les augmentations de la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées. Les données incluent les titres de créance classés comme prêts.

6. La provision pour pertes sur créances à l'égard des prêts sur cartes de crédit aux États-Unis comprend la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis (T1 2016 120 M\$ / T4 2015 67 M\$ / T3 2015 47 M\$ / T2 2015 30 M\$ / T1 2015 70 M\$).

7. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC.

Services bancaires personnels au Canada



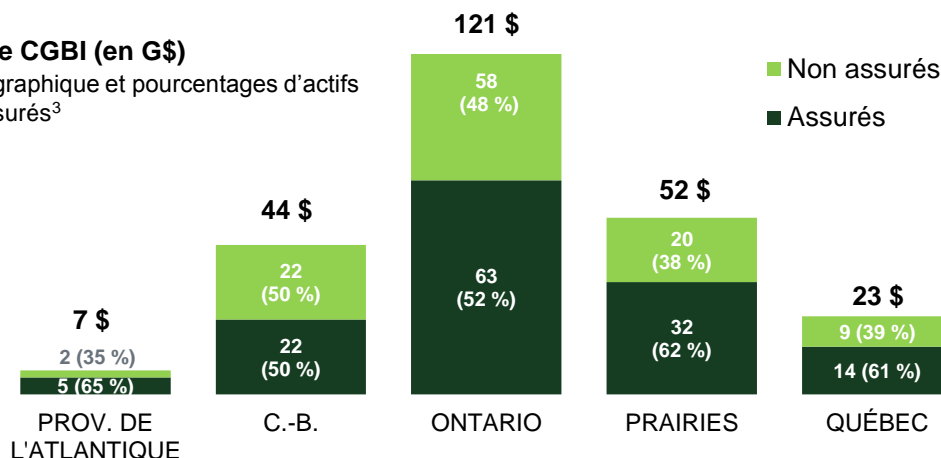
Services bancaires personnels au Canada ¹	T1 2016			
	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts/prêts	Prêts douteux bruts (en M\$)	PPC ² (en M\$)
Prêts hypothécaires résidentiels	186	0,23 %	435	4
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	61	0,28 %	174	(1)
Prêts automobiles indirects	19	0,28 %	53	63
Lignes de crédit non garanties	10	0,37 %	36	27
Cartes de crédit	18	0,88 %	157	118
Autres prêts aux particuliers	6	0,31 %	19	9
Total des Services bancaires personnels au Canada	300 \$	0,29 %	874 \$	220 \$
Variation par rapport au T4 2015	1 \$	0,01 %	46 \$	(2) \$

Faits saillants

- La qualité du crédit reste élevée dans le portefeuille des Services bancaires personnels au Canada
 - Détérioration du portefeuille de crédit à la consommation dans les provinces touchées par la chute des prix du pétrole, en grande partie contrebalancée par la solide performance ailleurs dans le pays

Portefeuille de CGBI (en G\$)

Répartition géographique et pourcentages d'actifs assurés/non assurés³



RPV des prêts hypothécaires non assurés (%)³

T1 2016 ⁴	69	52	59	66	64
T4 2015 ⁴	66	58	58	66	65

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

2. Provision pour pertes sur créances qui ne sont pas individuellement considérables exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées.

3. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.

4. Le rapport prêt-valeur (RPV) est établi en fonction du prix moyen désaisonnalisé par grande ville (Association canadienne de l'immobilier) et correspond à la somme du RPV de chaque prêt hypothécaire pondéré par le solde du prêt, conformément aux données présentées par nos homologues.

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada



T1 2016			
Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada	Prêts bruts / AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	PPC ¹ (en M\$)
Services bancaires commerciaux ³	60	177	8
Services bancaires de gros	37	39	10
Total des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada	97 \$	216 \$	18 \$
Variation par rapport au T4 2015	6 \$	(9) \$	10 \$
Répartition par secteur	Prêts bruts / AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Provision ² (en M\$)
Immobilier résidentiel	15,5	10	7
Immobilier non résidentiel	11,9	9	3
Services financiers	12,4	2	0
Gouv./fonction publique/santé et services sociaux	12,3	9	5
Pipelines, pétrole et gaz	6,1	86	34
Métaux et mines	2,0	9	0
Foresterie	0,6	0	0
Produits de consommation ⁴	3,8	33	20
Industriel / manufacturier ⁵	4,9	25	20
Agriculture	5,9	7	1
Automobile	4,7	3	2
Autres ⁶	16,7	23	15
Total	97	216 \$	107 \$

Faits saillants

- Les portefeuilles des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada continuent d'afficher de bons résultats

1. Comprend la provision pour pertes sur créances relatives à des contreparties particulières et non individuellement significatives.

2. Comprend la provision relative à des contreparties particulières et non individuellement significatives.

3. Comprennent les prêts des Services bancaires aux petites entreprises et les prêts sur cartes de crédit d'entreprise.

4. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

5. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

6. La catégorie « Autres » comprend : l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les services, notamment professionnels, ainsi que d'autres secteurs.

Services bancaires personnels aux États-Unis – \$ US



Services bancaires personnels aux États-Unis ¹	T1 2016			
	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts/prêts	Prêts douteux bruts (en M\$)	PPC ² (en M\$)
Prêts hypothécaires résidentiels	21	1,56 %	317	-6
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ³	10	8,68 %	881	11
Prêts automobiles indirects	19	0,65 %	128	27
Cartes de crédit ⁵	10	1,50 %	149	113
Autres prêts aux particuliers	0,5	1,09 %	6	19
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ US)	61 \$	2,44 %	1 481 \$	164 \$
Variation par rapport au T4 15 (\$ US)	1 \$	0,47 %	301 \$	32 \$
Opérations de change	24 \$	–	593 \$	63 \$
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ CA)	85 \$	2,44 %	2 074 \$	227 \$

Faits saillants

- Hausse des prêts douteux bruts attribuable au renouvellement continu des LDCVD Héritage à intérêt seulement
- 90 % des LDCVD Héritage à intérêt seulement aux États-Unis douteuses actuellement
- Les LDCVD douteuses font l'objet d'une provision adéquate

Portefeuille du CGBI aux É.-U.¹

Distribution du rapport prêt-valeur (RPV) indexé et cotes FICO mises à jour⁴

RPV estimatif actuel	Prêts hypothécaires résidentiels	LDCVD de 1 ^{er} rang	LDCVD de 2 ^e rang	Total
> 80 %	7 %	11 %	27 %	11 %
61-80 %	40 %	32 %	43 %	39 %
≤ 60 %	53 %	57 %	31 %	50 %
Cotes FICO actuelles > 700	87 %	89 %	83 %	86 %

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Provision pour pertes sur créances qui ne sont pas individuellement considérables exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées.

3. Les LDCVD comprennent les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

4. Rapport prêt-valeur établi en fonction de la limite de crédit autorisé et du Loan Performance Home Price Index à compter de novembre 2015. Cotes FICO mises à jour en décembre 2015.

5. La provision pour pertes sur créances à l'égard des cartes de crédit comprend la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis (T1 2016 87 M\$ US / T4 2015 51 M\$ US / T3 2015 39 M\$ US / T2 2015 23 M\$ US / T1 2015 60 M\$ US).

Services bancaires commerciaux aux États-Unis – \$ US



Services bancaires commerciaux aux États-Unis ¹	T1 2016		
	Prêts bruts / AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	PPC ² (en M\$)
Immobilier commercial	19	152	-1
Immobilier non résidentiel	14	94	-2
Immobilier résidentiel	5	58	1
Commercial et industriel	53	301	3
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ US)	72 \$	453 \$	2 \$
Variation par rapport au T4 15 (\$ US)	1 \$	(43) \$	(18) \$
Opérations de change	29 \$	182 \$	0 \$
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ CA)	101 \$	635 \$	2 \$

Faits saillants

- Solide croissance et bonne qualité soutenue du portefeuille des Services bancaires commerciaux aux États-Unis

Immobilier commercial	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)	Commercial et industriel	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)
Bureaux	5,1	25	Santé et services sociaux	7,7	13
Services de détail	4,0	23	Services professionnels et autres	6,6	62
Appartements	3,8	40	Produits de consommation ³	4,9	64
Résidentiel à vendre	0,3	10	Industriel/manufacturier ⁴	6,8	63
Industriel	1,1	24	Gouvernement/secteur public	7,2	7
Hôtels	0,9	9	Services financiers	2,0	22
Terrains commerciaux	0,1	6	Automobile	2,4	10
Autres	3,9	14	Autres ⁵	15,0	62
Total Immobilier commercial	19 \$	152 \$	Total Commercial et industriel	53 \$	301 \$

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. La provision pour pertes sur créances relatives à des contreparties particulières et qui ne sont pas individuellement significatives exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies mais non encore décelées.

3. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

4. Le secteur industriel/manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

5. La catégorie « Autres » comprend : l'agriculture, l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les ressources ainsi que d'autres secteurs.

Coordonnées des Relations avec les investisseurs



Téléphone :
416-308-9030
ou 1-866-486-4826

Courriel :
tdir@td.com

Site Web :
www.td.com/francais/investisseurs



magazine

Award winner

Canada 2016

**Meilleures relations avec les
investisseurs par secteur :**
Services financiers

**Meilleure gouvernance
d'entreprise**



Groupe Banque TD

Présentation aux investisseurs sur les titres à revenu fixe

T1 2016